



REVUE DE PRESSE

PRESS REVIEW



(November 2013)

ANIMA Investment Network

	<i>Web</i> <i>5 November 2013</i>
--	--

Maroc : pourquoi les clusters ne décollent pas (encore)

Le Maroc occupe une mauvaise 97ème place au niveau de l'innovation, dans le dernier indice de compétitivité du World economic forum. Les pouvoirs publics et les professionnels avaient mis en place en 2009 un plan Maroc innovation mais les résultats ne sont pas encore là, sauf dans le numérique. Emmanuel Noutary, délégué général d'Anima Investment Network vient de réaliser un mapping des clusters au Maroc. Il explique à L'Usine Nouvelle pourquoi, et comment cela peut changer.

Les autorités marocaines avaient décidé en 2009 lors du Forum de Skhirat le lancement de l'initiative Maroc Innovation avec comme objectif la création d'ici à 2014 de plus de 200 start-up innovantes et arriver au dépôt d'un millier de brevets marocains. À la veille de cette échéance, le compte n'y est pas.

Anima investment network, le réseau d'agences de promotion de l'investissement sur le pourtour méditerranéen basé à Marseille vient de réaliser un petit état des lieux des structures susceptibles de porter l'innovation au Maroc, les fameux clusters.

Cette étude propose une photographie de l'écosystème marocain de l'innovation et de l'entrepreneuriat pour le renforcer.

Si le développement industriel du royaume reste récent, le Maroc a quelques atouts pour cela en s'appuyant sur sa politique industrielle (plan Émergence) dans la voie de l'innovation. À savoir notamment, son attractivité pour les IDE et l'existence d'une diaspora importante et entreprenante.

À cet égard, des initiatives comme Maroc numeric cluster ou Morocco Microelectronics Cluster sont encourageantes, avec certaines coopérations déjà nouées vers la France ou l'Europe en vue notamment de participation aux programmes futurs de R&D (H2020).

Cependant, les points faibles du Maroc restent nombreux. Le manque de capacité managériale et de moyens humains pour travailler à l'international conjugués à une réactivité insuffisante liée notamment à une bureaucratie peu efficace, sont autant de données qui pénalisent le développement de projets innovants. Sans parler des aspects financiers.

Anima a répertorié 14 clusters au Maroc créés depuis 2001. Aujourd'hui, seuls le Technopark de Casablanca formé en société privée accueillant 180 entreprises innovantes (MITC pour Moroccan Information Technopark Company) et Maroc Numeric Cluster qui rassemble 42 start-up arrivent à tirer leur épingle du jeu.

L'Usine Nouvelle a demandé à Emmanuel Noutary, délégué général d'Anima investment network de nous livrer son avis sur ce sujet.

L'UN : pourquoi vous êtes-vous intéressé aux clusters au Maroc ?

Emmanuel Noutary : Cela fait 10 ans qu'Anima analyse les investissements au sud de la Méditerranée et notamment au Maroc. Notre partenaire pour ce pays est l'AMDI (Agence marocaine de développement des investissements). Nous avons aussi dans notre réseau

l'ensemble des CRI (Centres régionaux d'investissement) qui accompagnent les projets d'investissement. Le choix du Maroc est aussi lié à une cohérence sectorielle. En Provence, où Anima est implanté, il y a par exemple une filière électronique avec des acteurs implantés au Maroc comme STMicroelectronics

Quelle est la situation de l'innovation au Maroc aujourd'hui ?

Intéressante, mais il faut relier sa place à un contexte global. La majorité des pôles n'a été initié qu'à partir de 2009 (voir document ci dessous). C'est récent. Lorsque l'on sait que les clusters de facto existent en France depuis les années 80, on n'a commencé à parler de pôles de compétitivité que dans les années 2000. Cela vous permet d'apprécier la durée de maturation que nécessite ce genre de structure et d'approche.

Est-ce que les stratégies de clusters fonctionnent mieux dans les pays voisins ?

Pas nécessairement. La Tunisie a aussi développé une politique semblable même si elle est en bute aujourd'hui à un contexte politique mouvementé. L'Algérie se lance dans le développement de parcs industriels mais n'a pas la même problématique notamment vis-à-vis de l'énergie que son voisin marocain.

Les Investissements directs étrangers (IDE) et les Marocains résidants à l'étranger (MRE) sont-ils un accélérateur ?

Incontestablement, le Maroc grâce à des politiques industrielles liées au plan Émergence lancé en 2009 notamment a su devenir attractif pour les IDE. Aujourd'hui, de grandes multinationales comme Renault ou Bombardier n'hésitent plus à installer des filiales au Maroc. Quant aux MRE, ils forment une diaspora importante et intéressante pour le pays. Mais les infrastructures administratives ne permettent pas de valoriser pleinement leur potentiel. Ce qui explique, le rang modeste occupé par le Maroc dans les classements internationaux liés à la compétitivité ou à la pratique des affaires. Même si les efforts sont là, le manque de réactivité de l'économie ne lui permet pas de progresser devant d'autres pays qui croissent plus vite par exemple en Asie.

<http://www.upinnova.com/fr/noticia/maroc-pourquoi-les-clusters-ne-decollent-pas-encore>

Pole Med fédère la coopération économique en Méditerranée

MÉDITERRANÉE. Acim (agence pour la coopération économique et le développement local en Méditerranée), Anima Investment Network, Finances & Conseil Méditerranée (FCM) et Imed (Ingénierie Méditerranéenne pour l'export et le développement) , quatre structures impliquées dans la coopération économique en Méditerranée, portent Pôle Med sur les fonts baptismaux.

Lancé à l'occasion de la Semaine Économique de la Méditerranée qui se déroule du 6 au 9 novembre 2013 à Marseille, Pôle Med ambitionne de favoriser le développement de partenariats et d'offrir aux entreprises des relais en Méditerranée. Bernard Morel, vice-président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur qualifie ce consortium de *"partage d'expériences, d'un échange de bonnes pratiques, d'aide au montage de projets de coopération."*

Basées à Marseille, ces associations veulent mettre en commun leur expertise tout en conservant une partie de leurs prérogatives. *"Ceci va nous permettre de jouer collectif et de créer le style de jeu pour faire la différence"* souligne Francis Papazian, président de FCM. *"C'est un acte fondateur pour être plus efficaces demain au profit de nos entreprises"* poursuit-il.

Selon Bernard Morel, vice-président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, *"la plupart des acteurs de la coopération économique disposent de peu de moyens humains et de peu de moyens financiers. Pourtant les financements ne manquent pas. Il faut chasser en meute."*

Les quatre partenaires *"se donnent jusqu'à fin 2014 pour être en ordre de marche"* selon l'expression du vice-président de la région Paca. *"Ceci nous permettra de voir si nous pouvons nous entendre. Il faut être patient"* précise Christian Apothéloz, président de l'ACIM.

Pôle Med n'est pas fermé, il devrait s'élargir en accueillant de nouveaux partenaires.

Source : http://www.econostrum.info/Pole-Med-federe-la-cooperation-economique-en-Mediterranee_a16521.html



Web

8 November 2013

POLE MED FÉDÈRE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE EN MÉDITERRANÉE

ACIM (Agence pour la Coopération International et le développement local en Méditerranée), Anima Investment Network, Finances & Conseil Méditerranée (FCM) et Imed (Ingénierie Méditerranéenne pour l'export et le développement), quatre structures impliquées dans la coopération économique en Méditerranée, portent Pôle Med sur les fonds baptismaux.

Lancé à l'occasion de la Semaine Économique de la Méditerranée qui se déroule du 6 au 9 novembre 2013 à Marseille, Pôle Med ambitionne de favoriser le développement de partenariats et d'offrir aux entreprises des relais en Méditerranée. Bernard Morel, vice-président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur qualifie ce consortium de *"partage d'expériences, d'un échange de bonnes pratiques, d'aide au montage de projets de coopération."*

Basées à Marseille, ces associations veulent mettre en commun leur expertise tout en conservant une partie de leurs prérogatives. *"Ceci va nous permettre de jouer collectif et de créer le style de jeu pour faire la différence"* souligne Francis Papazian, président de FCM. *"C'est un acte fondateur pour être plus efficaces demain au profit de nos entreprises"* poursuit-il.

Selon Bernard Morel, vice-président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, *"la plupart des acteurs de la coopération économique disposent de peu de moyens humains et de peu de moyens financiers. Pourtant les financements ne manquent pas. Il faut chasser en meute."*

Les quatre partenaires *"se donnent jusqu'à fin 2014 pour être en ordre de marche"* selon l'expression du vice-président de la région Paca. *"Ceci nous permettra de voir si nous pouvons nous entendre. Il faut être patient"* précise Christian Apothéoz, président de l'ACIM.

Pôle Med n'est pas fermé, il devrait s'élargir en accueillant de nouveaux partenaires.

Source : <http://www.entreprendre-mediterranee.com/signature-poleMed-entreprendre-mediterranee-76.asp?rubrique=Vie%20d'Acim&pays=Europe,%20Maghreb>

La coopération économique en Méditerranée mise à nu

Econostrum.info a réuni six acteurs et observateurs avisés pour une table ronde consacrée à la multiplicité des intervenants dans la coopération économique en Méditerranée. En s'interrogeant, de fait, sur leur efficacité.

Faire émerger des projets pertinents

Mais en France, il faut aussi compter depuis vingt ans avec les collectivités. Bernard Morel, vice-président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, note toutefois que les autorités locales ne jouent qu'un rôle mineur dans la coopération : « Le budget du conseil régional PACA consacré à la coopération décentralisée s'établit à 12 M€ sur les cinq dernières années, mais l'action économique n'en est pas du tout l'élément central, soutient-il. Nous intervenons dans ce domaine essentiellement par l'intermédiaire de partenaires associatifs comme l'association de développement de la coopération industrielle (Adeci) ou par le biais du volontariat international. »

Cette situation pourrait évoluer avec le Plan régional d'internationalisation des entreprises (PRIE) voté par l'assemblée régionale en octobre 2013. Mais Bernard Morel demeure lucide : « La Région peut aider, mais ce sont bien les entreprises qui doivent proposer leurs projets et s'engager sur place ! »

Le manque de projets pertinents et sérieux pose bien problème aux bailleurs de fonds, comme le souligne Radhi Meddeb. Le président de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed) évoque le cas de la Banque mondiale qui, en 2011, était capable de proposer une aide bien plus conséquente que le milliard qu'elle a attribué à la Tunisie, « mais sur le terrain, les projets n'étaient pas prêts ! ».

« La coopération économique répond aux besoins des États en place. J'ai plus de reproches à formuler aujourd'hui envers les gouvernements du sud de la Méditerranée qu'envers les bailleurs de fonds internationaux ! » Nouredine Zekri, président d'Anima Investment Network et directeur général de l'agence tunisienne de promotion de l'investissement extérieur (FIPA Tunisie), abonde dans le même sens.

La coopération économique en Méditerranée a selon lui clairement souffert des révolutions arabes : « Nous avons d'abord enregistré une grande sympathie et de nombreuses promesses de la part des bailleurs de fonds, mais cet élan reposait sur des attentes de transition rapide, assène Nouredine Zekri. Or, les nouveaux dirigeants des pays du sud ne sont pas rompus aux échanges avec les financiers internationaux. Et peu à peu, la coopération s'est estompée. »

Des procédures bureaucratiques mal adaptées

« Mais il n'y a pas que les fonds alloués qui comptent en termes de coopération économique », soutient Hugues Mingarelli, directeur Moyen-Orient et pays du voisinage méridional au Service européen pour l'action extérieure. « L'Europe soutient certes des projets, mais elle investit aussi dans l'aide macro-financière aux États ou la convergence réglementaire. »

Interrogé sur la part de l'aide européenne consacrée réellement aux projets, Hugues Mingarelli ne se prononce pas : « Il n'est pas pertinent d'opposer colloques et actions de terrains. Les uns servent les autres. Si l'on va par là, les contrôles représentent aussi un coût important. Mais ils sont pourtant nécessaires ! » Et de conclure : « ces procédures longues et bureaucratiques sont mal adaptées à des pays en crise ou en transition. »

« Le discours européen n'a pas été très original depuis vingt ans », conclut Jean-Louis Reiffers. Le président du comité scientifique du Forum euroméditerranéen des instituts de sciences économiques (Femise) dénonce une zone de libre-échange méditerranéenne asymétrique. « De plus, les sommes englouties dans la convergence réglementaire ne correspondent pas aux besoins actuels des pays ! Il faut être inventif ! »

Source : http://www.econostrum.info/La-cooperation-economique-en-Mediterranee-mise-a-nu_a16523.html



Web

18 November 2013

UNE ALLIANCE POUR DÉCUPLER NOTRE EFFICACITÉ

Dans son intervention Christian Apothéloz président d'Acim a souligné l'originalité de la démarche.

C'est une démarche pragmatique, elle vient d'en bas, des acteurs eux-mêmes qui se connaissent et travaillent déjà ensemble.

C'est une démarche prudente, qui unit dans un premier temps quatre acteurs qui ont des bases solides et des expériences avérées.

C'est une démarche patiente car nous nous donnons une année pour conduire en 2014 des actions communes et pour proposer des modalités d'organisation plus resserrées pour la suite.

Enfin c'est une démarche partenariale qui a été menée dans un dialogue constructif avec la région PACA.

Après ces quatre P, d'une démarche pragmatique, prudente, patiente, partenariale, Christian Apothéloz a insisté sur ce qui unit les partenaires : les quatre V.

V comme valeurs, car nous plaçons au cœur de notre action l'efficacité au service des populations et le respect des partenaires du Sud.

V comme vérité, car nous nous soumettons à la transparence des évaluations si tant est que l'on laisse le temps et la continuité des actions porter leurs fruits.

V comme volonté, car nous tenons le cap de la coopération méditerranéenne sans nous laisser bousculer par les soubresauts de l'actualité.

V comme vision, car ce qui nous unit est une vision stratégique de la Méditerranée comme espace de respiration de l'Europe, comme lieu de nos codéveloppements et de construction de nos économies. Une vision ambitieuse qui doit nous permettre d'accéder à des programmes euroméditerranéens de coopération pour décupler nos moyens et nos résultats.

Source : <http://www.entreprendre-mediterranee.com/polemed-acim-8novembre2013-entreprendre-mediterranee-81.asp?rubrique=Vie%20d'Acim&pays=Europe,%20Maghreb>



Forum international d'agences euro-méditerranéennes de promotion et de développement territorial

Dans un environnement global et extrêmement concurrentiel et alors qu'ils subissent de nombreuses mutations, les territoires sont entrés eux aussi dans la course à la compétitivité. Marketing territorial, accroissement de l'attractivité et promotion des investissements sont primordiaux dans la compétition que se livrent les territoires et pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

Ces thèmes seront au cœur des débats du Forum international d'agences euro-méditerranéennes de promotion et de développement territorial qu'organisent l'Agence de l'Oriental et Anima Investment Network à l'occasion du dixième anniversaire de l'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental.

Des défis demeurent mais la région de l'Oriental représente aujourd'hui 6,3% de l'économie nationale.

L'Agence de l'Oriental - mise en place en 2006 - a piloté et appuyé cette démarche de valorisation de la région, dans une approche à la fois transversale et multi-sectorielle. Elle peut ainsi aujourd'hui effectuer un bilan décennal, consolider les acquis et ouvrir de nouvelles perspectives.

De son côté, le réseau ANIMA réunit 65 organisations de développement économique et réseaux d'affaires, dont près de la moitié sont des acteurs régionaux. Le réseau, actif depuis 2002, a réalisé plus de 70 séminaires de partage d'expériences et de bonnes pratiques sur les questions qui ont trait à l'attractivité, et enrichira le forum de cette expérience.

Ces expériences et celles des régions, agences de développement, acteurs institutionnels, chefs d'entreprises et autres acteurs et décideurs territoriaux de pays du nord et du sud de la Méditerranée présents lors de ce forum permettront des points de vue croisés et des débats sur la diversité des défis, des moyens et des approches dans la promotion des territoires et des investissements.

Les expériences, projets et actions de développement menés par d'autres territoires seront présentés dans un objectif d'échanges de bonnes pratiques, avec la volonté d'identifier des perspectives et solutions innovantes en matière de développement et d'attractivité des territoires. Ces expériences et échanges viennent en appui aux initiatives entreprises où à entreprendre par l'Oriental pour promouvoir les zones industrielles (Technopole d'Oujda, Agropole de Berkane, Technoparc de Selouane).

Des visites de terrain compléteront les panels en sessions plénières et permettront aux participants de découvrir quelques-uns des projets mis en œuvre dans la région de l'Oriental depuis le lancement de l'initiative royale.

Source : <http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2013/11/forum-international-dagences-euro.html>

	Web
	8 November 2013

Forum international d'agences euro-méditerranéennes de promotion et de développement territorial

Promotion économique et sociale des territoires et développement des investissements »
L'Agence de l'Oriental – agence de développement de la région orientale du Royaume du Maroc – et ANIMA Investment Network organisent un Forum International des agences euro-méditerranéennes de promotion et de développement territorial. Le Forum est organisé à l'occasion du dixième anniversaire de l'Initiative Royale de Développement de l'Oriental, lancée à Oujda en 2003.

Au cœur de la Région de l'Oriental, cette rencontre aura lieu à Oujda du 20 au 23 novembre 2013 et sera consacrée au thème : «Promotion économique et sociale des territoires et développement des investissements».

CONTEXTE

Lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI lors d'un discours royal à Oujda le 18 mars 2003, l'Initiative de Développement de l'Oriental a enclenché une véritable dynamique de développement. Une nouvelle vision du développement régional, la réalisation de grands projets et de programmes publics et privés de développement, la mobilisation des forces vives de la région ont permis de désenclaver la région, de l'ouvrir sur son environnement euro-méditerranéen et de l'intégrer dans le tissu économique national.

Au Nord comme au Sud, les territoires sont entrés eux aussi dans la course à la compétitivité, dans un environnement global et extrêmement concurrentiel et alors qu'ils subissent de nombreuses mutations. Marketing territorial, accroissement de l'attractivité et promotion des investissements sont primordiaux pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

Ces thèmes seront au cœur des débats du Forum. Des expériences des régions, agences de développement, acteurs institutionnels, chefs d'entreprises et autres acteurs et décideurs territoriaux de pays du nord et du sud de la Méditerranée permettront des points de vue croisés et des débats sur la diversité des défis, des moyens et des approches dans la promotion des territoires et des investissements.

PARTICIPANTS ET CONTENU

Sont attendus au côté de nombreux décideurs marocains des représentants d'agences et organismes d'Algérie, Belgique, Catalogne, Egypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Tunisie, Turquie, ainsi que des membres d'organisations et de réseaux internationaux.

Des panels en sessions plénières traiteront des stratégies régionales, des stratégies sectorielles, des grands projets mobilisateurs pour le développement, ainsi que du rôle des diasporas et des réseaux. Elles seront complétées par des visites de terrain, permettant aux participants de découvrir quelques-uns des projets mis en œuvre dans la région de l'Oriental depuis le lancement de l'Initiative Royale.

Source : <http://www.europemaghreb.fr/forum-international-des-agences-de-promotion-et-de-developpement-territorial-20-23-novembre-2013-oujda-maroc>

L'Oriental à l'heure du marketing territorial

Le marketing territorial, l'accroissement de l'attractivité et la promotion des investissements sont tributaires des actions entreprises pour doter les régions d'infrastructures en adéquation avec leurs potentialités et leurs aspirations. Des actions qui dépendent aussi de la lisibilité des stratégies sectorielles adoptées et la capacité des acteurs locaux à s'adapter aux modèles innovants. C'est l'objectif de l'Agence de l'Oriental qui organise, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 23 novembre, un forum international pour la promotion économique et sociale des territoires en adéquation avec le développement des investissements. La finalité étant de débattre des expériences d'agences de développement, des dirigeants territoriaux et d'experts en matière de promotion économique et sociale. De même, l'appui du réseau Anima Investment Network, le partenaire scientifique de ces journées, à travers l'apport de son expertise internationale, offre une réelle opportunité à l'Oriental pour nouer et consolider des relations fructueuses et de s'inscrire dans une nouvelle ère de promotion de son territoire et de ses zones industrielles.

A cet effet, une forte participation internationale est attendue (Algérie, Belgique, Catalogne, Egypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Tunisie, Turquie, ainsi que des membres d'organisations et de réseaux internationaux). Elle témoigne de l'importance qu'assument les régions dans la promotion économique et le renforcement de l'attractivité territoriale. Les expériences de croissance économique initiées par ces territoires seront débattues avec la volonté d'identifier des perspectives et solutions innovantes aux problèmes rencontrés. Et des projets aussi, dont l'ambition est d'appuyer les différentes initiatives entreprises pour promouvoir les zones industrielles de la région: Technopole d'Oujda, agropole de Berkane, technoparc de Selouane. Les territoires régionaux étant également entrés dans la course à la compétitivité, dans un environnement global et extrêmement concurrentiel, plusieurs thématiques seront traitées. Il s'agit des stratégies régionales de promotion des investissements, des grands projets mobilisateurs et le développement des territoires, la territorialisation des stratégies sectorielles et attraction des investissements. Le quatrième thème sera consacré à l'apport des réseaux dans la prospection des investissements. Des réseaux qui sont souvent orientés vers le lobbying, les échanges, la promotion du savoir et le partage d'expériences mais pas souvent vers l'accompagnement opérationnel. En créant de nouveaux réseaux plus techniques, cela permettra d'accélérer la modernisation et le développement de l'Oriental.

Source : <http://www.leconomiste.com/article/913113-l-oriental-l-heure-du-marketing-territorial>



Forum International Sur le thème : « Promotion Economique et Sociale des Territoires au service de l'Investissement »

Dans un environnement global et extrêmement concurrentiel et alors qu'ils subissent de nombreuses mutations, les territoires sont entrés eux aussi dans la course à la compétitivité. Marketing territorial, accroissement de l'attractivité et promotion des investissements sont primordiaux pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

Ces thèmes seront au cœur des débats du Forum international d'agences euro-méditerranéennes de promotion et de développement territorial qu'organisent l'Agence de l'Oriental et Anima Investment Network à l'occasion du dixième anniversaire de l'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental.

Lancée par Sa Majesté le Roi Mohamed VI lors d'un discours royal à Oujda le 18 mars 2003, cette initiative a enclenché une véritable dynamique de développement. Une nouvelle vision du développement régional, la réalisation de grands projets et de programmes publics et privés de développement, la mobilisation des forces vives de la région ont permis de désenclaver la région, de l'ouvrir sur son environnement euro-méditerranéen et de l'intégrer dans le tissu économique national.

L'Agence de l'Oriental – créée en 2006 dans le sillage de l'Initiative Royale - a notamment pour mission l'appui aux acteurs de développement, l'assistance aux collectivités locales et la promotion économique et sociale. Elle a ainsi appuyé cette démarche de valorisation de la région, dans une approche à la fois transversale et multisectorielle.

Source : <http://www.oriental-developpement.com/?Id=28&lang=fr&RefCat=23&Ref=62>

Oujda: ouverture des travaux du forum international sur la promotion économique et sociale

Oujda, 22 nov. 2013 (MAP) - Les travaux du forum international sur "La promotion économique et sociale des territoires et le développement des investissements" ont été lancés, jeudi à Oujda, avec la participation d'un panel d'experts européens, maghrébins et du Moyen Orient.

Cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du dixième anniversaire de l'Initiative royale pour le développement de la région de l'Oriental, s'assigne pour objectifs la promotion des atouts dont dispose la région, la valorisation de son produit agricole et l'amélioration de sa compétitivité, notamment par un effort de modernisation et de développement des filières de production.

A cet effet, les trois jours que dure l'évènement connaîtront la présentation des expériences d'agences de développement, de dirigeants territoriaux, d'acteurs locaux et d'experts en matière de promotion économique et sociale, comme ils constitueront une occasion pour mener une réflexion commune sur la mise en œuvre de modèles innovants en matière de promotion économique et sociale des territoires. A l'ouverture de ce forum, les participants ont mis en exergue les mutations majeures qu'a connues la région de l'Oriental grâce aux projets de l'Initiative royale pour le développement de la région, ainsi que les nouvelles opportunités, les infrastructures et les facilités qui sont à même de drainer des investissements à l'échelle nationale et internationale.

Cette séance a été également l'occasion de présenter les expériences réussies d'agences internationales en matière de développement économique et social, de promotion des investissements, d'encouragement de l'innovation, ainsi que le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité régionales.

Le forum (21-23 novembre), inclut quatre sessions qui traitent des stratégies régionales de promotion des investissements, les grands projets mobilisateurs et le développement des territoires, la territorialisation des stratégies sectorielles et l'attraction des investissements, ainsi que l'apport des réseaux dans la prospection des investissements.

Cet événement est organisé par l'Agence de l'Oriental, la wilaya de la région de l'Oriental et le Réseau international Anima-investment network, en coordination avec le Conseil régional, le Centre régional d'investissement et les opérateurs économiques de la région.

Source : <http://www.menara.ma/fr/2013/11/22/894603-oujda-ouverture-des-travaux-du-forum-international-sur-la-promotion-économique-et-sociale.html>

Oujda : Forum international pour la promotion économique et sociale des territoires

A l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de l'Initiative Royale pour le Développement de la Région de l'Oriental, l'Agence de l'Oriental, la Wilaya de la Région de l'Oriental et le Réseau international Anima-investment network, en coordination avec le Conseil Régional, le Centre Régional d'Investissement et les opérateurs économiques de la Région, organisent un forum international, les 21,22 et 23 novembre 2013 à Oujda, sur le thème «La promotion économique et sociale des territoires et le développement des investissements»


L'objectif de ce forum est d'offrir une véritable plateforme de concertation, d'échange et de partage de bonnes pratiques internationales.

En effet, ces rencontres ont pour but de présenter les expériences d'agences de développement, de dirigeants territoriaux, d'acteurs locaux et d'experts en matière de promotion économique et sociale et de réfléchir ensemble à la mise en œuvre de modèles innovants en matière de promotion économique et sociale des territoires.

L'appui du réseau ANIMA, partenaire scientifique, à travers l'apport de son expertise et la mobilisation d'experts nationaux et internationaux, offre une réelle opportunité à la région de nouer des relations fructueuses et de s'inscrire dans une nouvelle ère de promotion du territoire en général et des zones industrielles en particulier (Technopole d'Oujda, Agropole de Berkane, Technoparc de Selouane).

Le forum se déroule durant trois jours incluant quatre sessions et 8 panels en plus des visites de terrain des nouveaux sites industriels de l'Oriental. Hier se sont déroulées les deux premières sessions qui ont traité des stratégies régionales de promotion des investissements ainsi que les grands projets mobilisateurs et le développement des territoires. La session 3, dont le programme se déroule vendredi 22 novembre, parlera de la territorialisation des stratégies sectorielles et attraction des investissements. La session 4 sera consacrée, quant à elle, à l'apport des réseaux dans la prospection des investissements et se déroulera au sein de l'Agropole de Berkane, de même que la clôture du Forum.

Source : <http://ma.olympe.in/2013/11/22/oujda-forum-international-pour-la-promotion-economique-et-sociale-des-territoires/>

	<p><i>Web</i></p> <p><i>19 November 2013</i></p>
---	--

Forum International Sur le thème : « Promotion Economique et Sociale des Territoires au service de l'Investissement »

Oujda Portail: Communiqué de presse/ Oujda le 20 novembre 2013, à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de l'Initiative Royale pour le Développement de la Région de l'Oriental, l'Agence de l'Oriental, la Wilaya de la Région de l'Oriental et le Réseau international Anima-investment network, en coordination avec le Conseil Régional, le Centre Régional d'Investissement et les opérateurs économiques de la Région, organise un forum international, les 21,22 et 23 novembre 2013 à Oujda, sur le thème : « La promotion économique et sociale des territoires et le développement des investissements ».

Contexte : l'enjeu de la compétitivité et de l'investissement Dans un environnement globalisé, concurrentiel et en mutation, les territoires sont entrés eux aussi dans la course à la compétitivité. Marketing territorial, accroissement de l'attractivité et promotion des investissements sont primordiaux pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés. Aux côtés d'experts et décideurs territoriaux en provenance d'Europe, du Maghreb et du Moyen-Orient, la participation des représentants d'acteurs clés en matière de développement des investissements au niveau national et régional tels que la CDG-MedZ, la CGEM, la Fédération Nationale des Chambres de Commerce, d'Industrie et de Services, des Centres Régionaux d'Investissement (de l'Oriental, de Casablanca et de Chaouïa Ouardigha), les CCIS d'Oujda et de Nador, permettra l'examen des moyens pour relever les défis de la compétitivité et du développement de l'investissement dans le cadre d'une approche régionale innovante.

Objectif : à la recherche de modèles innovants en matière de promotion économique et sociale La forte participation internationale recherchée dans le cadre de ce forum répond au besoin d'offrir une véritable plateforme de concertation, d'échange et de partage de bonnes pratiques internationales. En effet, l'objectif de ces rencontres est de présenter les expériences d'agences de développement, de dirigeants territoriaux, d'acteurs locaux et d'experts en matière de promotion économique et sociale et de réfléchir ensemble à la mise en œuvre de modèles innovants en matière de promotion économique et sociale des territoires. L'appui du réseau ANIMA, le partenaire scientifique, à travers l'apport de son expertise et la mobilisation d'experts nationaux et internationaux, offre une réelle opportunité à la Région de nouer des relations fructueuses et de s'inscrire dans une nouvelle ère de la promotion du territoire en général et des zones industrielles en particulier (Technopole d'Oujda, Agropole de Berkane, Technoparc de Selouane).

Source : <http://oujda-portail.net/ma/oujda-forum-international-la-promotion-economique-et-sociale-des-territoires-et-le-developpement-des-investissement-84740.html>



Lancement de l'initiative Edile pour l'investissement inclusif en Méditerranée

EDILE, référentiel dédié à l'investissement inclusif en Méditerranée, est élaboré avec ANIMA et les bailleurs partenaires de l'Ocemo.

ANIMA et l'Ocemo développent un référentiel ancré dans les réalités de terrain de la région méditerranéenne qui puisse répondre aux enjeux socio-économiques et environnementaux de ces territoires face aux différents projets d'investissement se présentant à eux.

Il s'agit de mettre en lumière ces projets au regard de critères de responsabilité sociale et environnementale (RSE) et d'une dimension d'inclusivité (qualité des emplois créés, formation, transfert de compétences et de technologies, cohérence avec les stratégies territoriales, etc.). La gradation des projets d'investissements sera faite, au regard du référentiel, selon trois dimensions : environnementale, sociale et économique au niveau de son inclusion locale.

Besoins et contraintes ciblées

Le projet EDILE (Economic Development through Inclusive and Local Empowerment) a été présenté à l'appel à projet standard IEVP-CTF fin février 2012 par un consortium mené par le réseau ANIMA avec l'OCEMO et associant entre autres la Tunisie (Ministère de la Coopération internationale et des Affaires régionales et l'APII Tunisie), la Palestine, le Liban, l'Italie et la France. Il vise à améliorer les mécanismes de gouvernance et à renforcer les capacités des autorités locales et des organisations économiques pour maximiser les retombées positives des projets d'investissements et promouvoir un développement économique durable et inclusif.

Les révolutions arabes ont mis en exergue les problèmes de redistribution des richesses dans les Pays Partenaires Méditerranéens (PPM), à la fois au niveau social et au niveau territorial. EDILE entend donner aux organisations publiques et privées en charge d'évaluer les projets d'investissements les outils pour juger de l'impact de ces projets sur le développement économique, territorial et social des pays partenaires méditerranéens. Le projet permettra également de renforcer les capacités de ces organisations et d'améliorer les mécanismes de gouvernance et de dialogue public-privé pour négocier avec les investisseurs et améliorer leurs projets.

Partenaires impliqués

Partenaires opérationnels : ANIMA Investment Network (leader), la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth - Mont Liban (CCIA, Liban), l'Agence pour la Promotion de l'Industrie (APII, Tunisie), la Palestinian Industrial Estate and Free Zone Authority (PIEFZA, Palestine), l'OCEMO (France), lesmed (Innovation et Economie Sociale en Méditerranée, think tank lié à la banque privée Groupe Crédit coopératif, Espagne), Class M (France), et l'Agencia di Promozione Economica della Toscana (APET, Italie).

Comité de pilotage : Région PACA, BusinessMed (Union Méditerranéenne des Confédérations d'Entreprises, Tunisie), GAFI (Egypte), Ministère de la Coopération internationale et des Affaires régionales (Tunisie), Caisse des Dépôts (CDC, France) et Agence française villes et territoires méditerranéens durables (France). Par ailleurs, la BEI

(Luxembourg) a manifesté son intérêt pour participer au pilotage et accepté de partager ses méthodes d'évaluation des projets, et la CCIABML se coordonnera avec l'ASCAME (Association des Chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée, Espagne) dont elle assure la présidence.

Cibles et bénéficiaires

Les cibles sont les autorités locales (villes, régions, zones économiques, agences d'investissement et organisations de développement économique) ; les entreprises (grandes entreprises, PME, TPE, start-ups, économie informelle) ; les organisations de soutien aux entreprises (CCI, fédérations d'entreprises, réseaux d'affaires, agences de développement économiques, techno parcs, clusters, organisations internationales impliquées dans la promotion ou la régulation de l'investissement) ; la société civile (syndicats et ONG impliqués dans l'évaluation de projets, médias) ; et les institutions financières publiques et privées. EDILE permettra à ces acteurs d'évaluer et d'avoir un impact sur l'effet multiplicateur des projets d'investissement.

Activités et résultats attendus

Elaboration d'un référentiel d'analyse et d'un guide pratique visant à maximiser les retombées économiques positives des projets d'investissements

Ce référentiel inclura, en plus des critères communément utilisés pour évaluer la dimension développement durable et responsabilité sociale, une dimension « inclusivité » (qualité des emplois, formation, intégration économique – sous-traitance, transfert de compétences et de technologies, cohérence avec les stratégies industrielles et de développement territorial des territoires). Il a vocation à être intégré aux dispositifs d'évaluation de projets des pays et des organisations concernées (agences d'investissement, gouvernements, acteurs locaux, institutions financières). L'élaboration de ce guide sera menée grâce à un travail d'analyse et à un processus de validation reposant sur un atelier de travail auquel participeront notamment des institutions économiques et financières associées au projet (BEI, CDC, etc.).

Renforcement des capacités des autorités locales impliquées dans la régulation des investissements ou le développement local

L'étude d'une quinzaine de cas d'études concrets de projets d'investissement sur les territoires associés (Liban, Palestine, Tunisie) est prévue pour tester et valider le référentiel mis en place ainsi que pour servir de support aux activités de formation et à l'amélioration des processus de gouvernance. Les partenaires MED d'EDILE sélectionneront ces projets dans des secteurs cibles et recueilleront les informations nécessaires à l'analyse de leurs impacts avec l'appui de l'équipe de gestion du projet (missions d'assistance technique). Un programme de formation sur le développement durable et inclusif sera préparé et se traduira par des séminaires d'échange d'expérience ainsi que des séances de restitutions lors des conférences annuelles du projet.

Amélioration des processus de gouvernance : mise en place d'outils de coordination et de dialogue entre acteurs publics et privés, administrations locales et nationales et société civile

Des ateliers de formations et d'échange d'expérience locaux seront organisés après la sélection des cas d'études dans chaque pays. Des forums locaux de concertation seront également organisés afin de mettre en place des mécanismes de dialogue autour des projets d'investissement, avec l'objectif d'améliorer leur contribution au développement local. La promotion du guide pratique EDILE sera menée parallèlement à ces activités.

Lancement du projet

ANIMA est appuyé par l'OCEMO pour mener le travail préparatoire du projet, qui est en cours de soumission dans le cadre de l'appel à projet standard IEVP-CTF (ENPI-CBC) de février 2012. S'il est sélectionné, le projet EDILE débutera en 2013. La durée prévue est de 24 mois, pour un budget de 1,9 millions d'euros, dont 90% sera financé par le programme IEVP-CTF.

ANIMA, avec l'appui de l'OCEMO, s'est également engagé à préparer dès 2012 le lancement du projet avant sa présélection par l'autorité de gestion IEVP-CTF, à travers 2 actions :

1/ Un travail d'analyse des référentiels existants en matière de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises, pour identifier les critères manquants pour évaluer la dimension inclusive des projets d'investissement, qui devront être intégrés au référentiel EDILE.

2/ L'organisation d'un séminaire de restitution des résultats de l'étude, en juillet à Marseille, qui réunira les organisations associées et permettra d'orienter le choix des critères du référentiel, en concertation avec l'ensemble des pays concernés, avec les membres de l'OCEMO, et avec les promoteurs et utilisateurs de référentiels existants (institutions de financement et de développement).

Source : <http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2013/11/lancement-de-linitiative-edile-pour.html>

East-Invest

საქართველოს სავაჭრო-სამრეწველო პალატის ორგანიზებით 2013 წლის 12 ნოემბერს ქ. თბილისში, 10:00 საათზე საგამოფენო ცენტრ „ექსპო ჯორჯიაში“ საინვესტიციო კონფერენცია და ბიზნეს - ფორუმი გაიმართა.

კონფერენცია საქართველოს სავაჭრო-სამრეწველო პალატის პრეზიდენტმა ბ-ნ კახა ბაინდურაშვილმა გახსნა. მონაწილეებს მისასალმებელი სიტყვით მიმართეს საქართველოს სახელმწიფო მინისტრმა ბ-ნ ალექსი პეტრიაშვილმა, ენერგეტიკის მინისტრის მოადგილემ ქ-ნ მარიამ ვალიშვილმა. ევროპალატის მხრიდან კი East-Invest- ის პროექტის მენეჯერმა ქ-ნ ბირგიტ არსენმა და ევროკავშირის დელეგაციის ხელმძღვანელმა საქართველოში ბ-ნ ფილიპ დიმიტროვმა.

საქართველოში საინვესტიციო კლიმატის შესახებ მოხსენებით წარსდგნენ საქართველოს ეკონომიკისა და მდგრადი განვითარების მინისტრის მოადგილე ბ-ნი მიხეილ ჯანელიძე, ეროვნული საინვესტიციო სააგენტოს პროექტების მენეჯერი ქ-ნი ნინო ცეცხლაძე, საქართველოს სავაჭრო-სამრეწველო პალატის ვიცე-პრეზიდენტი ბ-ნი კახა კობხრიძე, ANIMA Investment Network-ის პროექტების ოფიცერი ამინა ზეინ შერიფი, საქართველოს ფინანსთა სამინისტროს შემოსავლების სამსახურის საერთაშორისო ურთიერთობების დეპარტამენტის დირექტორი ბ-ნი სამსონ ურიდია, ევრობანკის საკონსულტაციო მომსახურების პროგრამის მენეჯერი საქართველოში სევერიან ღვინეჯაძე.

ფორუმში მონაწილეობა მიიღეს პროექტის პარტნიორი ევროკავშირის ქვეყნების სავაჭრო-სამრეწველო პალატების და კერძო კომპანიების წარმომადგენლებმა, რომლებმაც წარადგინეს შემდეგი სექტორები: სოფლის მეურნეობა, ტურიზმი, საინფორმაციო ტექნოლოგიები, ტექსტილი, ალტერნატიული ენერჯია, ტრანსპორტი და ლოგისტიკა, მშენებლობა. ფორუმში მონაწილეობა მიიღეს ქართულმა კომპანიებმა.

ღონისძიების ფარგლებში გაიმართა პარალელური სექტორული სესიები და ვორკშოპები ზემოაღნიშნული დარგების ირგვლივ. სექტორული სესიების შემდეგ გაიმართა ორმხრივი შეხვედრები ქართულ და ევროპულ კომპანიებს შორის. დღის ბოლოს გაიმართა ოფიციალური გალა ვახშამი

Source : <http://www.agconsulting.ge/news/10/.html>

Semaine économique de la Méditerranée

	<i>Web</i>
	<i>13 November 2013</i>

7e édition de la Semaine économique de la Méditerranée, entre économie de la culture et créativité entrepreneuriale

Du 6 au 9 novembre, la Villa Méditerranée du président Vauzelle a accueilli la 7e Semaine économique de la Méditerranée qui avait cette année pour thème la culture. Un thème opportunément choisi en cette année capitale pour Marseille.

Ces journées ont vu de nombreux intervenants se succéder aux tables rondes pour rendre compte de ce que le champ culturel recèle de potentiel en matière de développement économique et social et d'aménagement. Acteurs publics, privés et autres personnalités qualifiées ont ainsi apporté leur réflexion et débattu avec un auditoire qui n'a pas boudé son plaisir devant des présentations dont la qualité était le premier point commun.

Car si ces journées furent globalement consacrées à l'examen du rôle et de l'apport de la culture dans l'économie, elles ont fait place à d'autres sujets comme la coopération, la finance, l'industrie portuaire ou encore l'innovation.

Des événements dans l'événement

Nommé officiellement chargé de mission pour promouvoir une « Méditerranée de projets » par François Hollande en décembre 2012, Michel Vauzelle, président du Conseil régional PACA, a présenté le rapport qu'il a remis au président de la République en octobre dernier. Neuf propositions qui ambitionnent de bâtir une « communauté de destin avec la jeunesse méditerranéenne » et faire de Marseille la porte d'entrée de la politique française dans cette région du monde.

A l'honneur également, le lancement du Pôle MED, un consortium initié par la Région PACA dans le cadre du Plan régional d'internationalisation des entreprises qui a pour objectif de créer un centre de ressources pour l'accompagnement des entreprises régionales au service de leur développement dans les pays du bassin. Coordonnée par le réseau ANIMA Investment Network, une plate-forme de développement économique euro-méditerranéen, cette nouvelle structure regroupe l'Agence pour la coopération internationale et le développement local en Méditerranée (ACIM), l'organisme Ingénierie Méditerranée pour l'export et le développement (IMED) et le réseau Finances Conseil Méditerranée.

Autre événement à signaler dans le cadre de cette Semaine économique, la tenue du 3e Mena Economic Forum (Middle East and North Africa), sous le haut patronage de François Hollande. Autour du thème des synergies entre économie, culture et éducation, les protagonistes de cette réunion de personnages politiques et d'hommes d'affaires d'Europe et des pays arabes ont pu confronter des idées et nouer de nouveaux partenariats.

De même, ce fut le 3e Forum des professionnels portuaires méditerranéens que la Semaine a partiellement accueilli. Organisée par l'Union Maritime pour la Méditerranée, cette rencontre a été l'occasion pour les techniciens et spécialistes des infrastructures portuaires de plancher sur l'investissement pour la croissance.

Le Rendez-vous du Cercle des Économistes

Ce ne sont toutefois pas seulement les termes d'investissement et de croissance qu'on a entendu lors des débats des 9èmes Rendez-vous économiques de la Méditerranée qui, c'est désormais une habitude, ont clôturé ces quatre journées d'échanges.

Sous le titre « Pour une Méditerranée de la créativité et de l'innovation, une ambition pour la jeunesse », les participants ont appelé dans leur traditionnelle déclaration finale à une diffusion de l'esprit d'entreprise, l'acquisition de qualifications et la mise en place de passerelles en vue de « créer un espace euro-méditerranéen de l'innovation ».

Ces Rendez-vous ont aussi permis d'évoquer le rapport réalisé en octobre 2013 par le FEMISE (Forum euro-méditerranéen des instituts de sciences économiques) pour la BEI (Banque européenne d'investissement), « Mobiliser le capital humain pour l'innovation en Méditerranée ». Fruit d'un travail collectif, cette étude a été dirigée par le professeur Jean-Louis Reiffers, président du Comité scientifique du FEMISE, un homme à mi-chemin de la science et de la littérature quand il affirme la nécessité d'une « vision métaphorique » pour la Méditerranée.

Quatre jours durant, Méditerranée, économie, culture, réseaux et territoires ont donc nourri des discussions de haut niveau, même si l'on peut regretter avec Michel Pezet, conseiller général des Bouches-du-Rhône délégué à la Culture, que le thème central de la Semaine ait été appréhendé comme un « fourre-tout ». Non comme cette substance immatérielle dont l'esprit se nourrit et par laquelle il s'exacerbe.

On pourra toujours se consoler en pensant que grâce aux nouveaux moyens de communication et après les siècles de la démocratie politique (XVIIIe), de la démocratie sociale (XIXe) et de la démocratie économique (XXe), la culture forme la matière de la démocratie au XXIe.

A cet égard et en continuant de renforcer, tant en discours qu'en actes, le lien entre culture et développement, on se dit qu'il y a de quoi rester optimiste sur l'avenir de la créativité économique en Méditerranée !

Source : <http://www.mediaterranee.com/1332013-7e-edition-de-la-semaine-economique-de-la-mediterranee-entre-economie-de-la-culture-et>



Méditerranée - Industries culturelles : une stratégie commune à inventer

Le séminaire "Réseautage & Compétences" d'Anima a exploré "les stratégies pour développer les industries culturelles et créatives entre Europe et Méditerranée". Une coopération renforcée aidera le sud à mieux exploiter l'effervescence de ses potentiels dans le domaine.

Cinéma, TV, Radio, Design, Publicité, Mode, Jeux vidéo, Arts plastiques, Arts du Spectacle, Architecture, Musique... "Ces industries du savoir peuvent être un formidable moteur de croissance", assure Noureddine Zekri, président d'Anima Investment Network, réseau de soixante-cinq agences économiques des vingt-deux pays du bassin méditerranéen, organisateur du séminaire dédié aux industries culturelles, le 6 novembre à Marseille lors de la 7e Semaine économique de la Méditerranée. Elles représenteraient 3,5 à 4,5% du PIB européen et 7% du PIB mondial.

Si l'Europe investit déjà massivement dans les différentes filières, le mouvement émerge depuis peu au sud de la Méditerranée. Les révolutions arabes ont libéré dans la jeunesse l'envie de s'exprimer, de créer, d'innover, d'entreprendre de partager des projets avec le reste du monde. Fort des réseaux dont il dispose, le partenaire européen s'impose comme un interlocuteur privilégié.

Volonté de partage

L'agence économique des Bouches-du-Rhône, Provence Promotion, compte ainsi sur de telles coopérations pour positionner Marseille comme un "hub des industries culturelles sur le pourtour méditerranéen".

"Nous avons besoin de professionnels créatifs" annonce pour sa part Bettina Leidl, de Departure, l'agence créative de Vienne (Autriche), en insistant sur l'intérêt de rapprocher les artistes, les designers, des sociétés traditionnelles pour concevoir ensemble des services ou des produits. L'Institut Catalan des Entreprises Culturelles est prêt, lui, à partager son expertise dans l'accompagnement des start-ups vers l'accès au marché, au public, "car le monde bancaire reste peu ouvert à l'octroi de crédits aux sociétés culturelles" note Nuria Bulta.

Quant à la région allemande du Bade-Wurtemberg, elle évalue à 115 970 personnes le poids des industries créatives, soit près de deux fois plus que le secteur de la chimie-pharmacie. "Mais ces branches cherchent un nouveau modèle économique" admet Ulrich Winchenbach, de MFG, l'agence en charge du secteur.

Changer les mentalités

Le British Council (BC) finance sur la zone Mena des programmes de soutien à des créatifs affichant de réelles capacités de "leadership" qu'il associe ensuite à des "Innovation Labs", tenus à Beyrouth, au Caire, à Dubaï et Marseille. "Nous voulons désormais instaurer des alliances stratégiques autour de plates-formes impliquant start-up et investisseurs" confie Laetitia Manach du BC.

Une invitation qu'entendra certainement Salim Tannous, directeur du "Beyrouth Creative Cluster". Il a réussi, en un an, à réunir quarante membres, à renforcer leur expertise et à promouvoir leurs savoir-faire dans des événements, des salons à l'étranger. Samer Yamani de "Creative Dialogue Association" n'y est pas insensible non plus pour pallier les carences

qu'il recense en matière d'information, d'organisation, de réglementation, et accélérer l'évolution des mentalités dès la cellule familiale : "Nos sociétés ont du mal à considérer que développer des talents créatifs, c'est mener une carrière honorable" affirme-t-il. Charles-Henri Gros de l'Institut Français de Jordanie, suite à une étude d'opinion réalisée dans le pays, l'a également constaté. Mais il faut, selon lui, favoriser, au vu des potentiels, la mise en relation des artistes avec les grands opérateurs occidentaux (galeries, festivals...) pour qu'ils puissent ensuite gagner leur légitimité chez eux. Même des multinationales sont prêtes à apporter leur appui face aux enjeux : "180 millions de visiteurs viendront d'ici 2030 développer les PIB du bassin méditerranéen. Culture et économie sont étroitement liées" affirme José Munoz de Suez Environnement.

Source : <http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2013/11/mediterranee-industries-culturelles-une.html>



Web

5 November 2013

Strategies For Developing Cultural And Creative Industries Between Europe And The Mediterranean

En el marco de la 7ª edición de la *Semaine économique de la Méditerranée*, el próximo 6 de noviembre en Marsella, Francia, ANIMA Investment Network, organiza el seminario *Strategies For Developing Cultural And Creative Industries Between Europe And The Mediterranean*.

El seminario pondrá en relieve las mejores prácticas y factores de éxito observados en los territorios europeos. También proporcionará una visión general de las iniciativas dirigidas a las industrias creativas en los países mediterráneos. En la sesión *Stratégies de développement des ICC en Europe : bonnes pratiques*, participará la Núria Bulta, en representación del Institut Català de les Empreses Culturals de la Generalitat de Catalunya.

Source : <http://accme.bancat.com/?p=130&lang=es>

	Web
	19 November 2013

Barcelona acoge el V Foro Mediterráneo de Mujeres Empresarias

En el marco de la VII Semana Mediterránea de Líderes Económicos, el próximo 22 de noviembre tendrá lugar el V Foro Mediterráneo de Mujeres Empresarias en la Casa Llotja de Mar de Barcelona, coorganizado por AFAEMME, la Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona y la Asociación de Cámaras de Comercio e Industria del Mediterráneo (ASCAME).

En el programa, destaca la participación institucional de Joanna Ortega, vicepresidenta de la Generalitat de Catalunya, Miquel Valls, presidente de la Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona, Francina Vila, regidora de Mujeres y Derechos Civiles del Ayuntamiento de Barcelona, Najoua Attia, presidenta de la Comisión de Mujeres Empresarias de ASCAME, y Fathallah Sijilmassi, secretario general de la Unión por el Mediterráneo, quien cerrará el acto.

El Foro, a su vez, contendrá un conjunto de paneles de alto interés empresarial. Sally Arkley, directora de la Women Business Development Agency (WBDA) del Reino Unido, intervendrá acerca de la importancia de la consolidación y del crecimiento de las PYMES como motores del desarrollo económico de la región y de la importancia de programas como el proyecto Imagining Growth 2, financiado por la Comisión Europea, que apoyen este crecimiento. En acceso a financiación, abordará los factores a tener en cuenta a la hora de plantear una expansión del negocio, de los principales retos y de cómo superar estos obstáculos a fin de conseguir un crecimiento sostenible y exitoso.

En el panel "El acceso a la financiación", Angela di Maria, de Banca di Italia, analizará la problemática del acceso a la financiación desde una perspectiva de género. A su vez se debatirá si las finanzas islámicas suponen una oportunidad para la mujer empresaria.

Por último, "La situación de las PYMES lideradas por mujeres en los países del Mediterráneo" será el tema que facultará que las presidentas de varias asociaciones de empresarias de la región hagan una exposición de las perspectivas económicas existentes para estas PYMES.

Las presidentas de las asociaciones miembros de AFAEMME acudirán a la cita en Barcelona desde países Mediterráneos varios como Albania, Argelia, Egipto, España, Grecia, Italia, Líbano, Libia, Malta, Palestina, Túnez y Turquía, para participar, tras el acto público, en la Asamblea General Ordinaria y en la Asamblea de elecciones de esta institución que acoge asociaciones de mujeres empresarias de más de una veintena de países. En ellas, se prevé aprobar la incorporación de ocho nuevos miembros que se sumarán a los 44 miembros actuales de la entidad presidida por María Helena de Felipe Lehtonen. Las nuevas asociaciones a sumarse serían: AIDDA, Asociación de Emprendedoras y Empresarias de Italia; ONE, Asociación de Empresarias de Bosnia & Herzegovina; W@WITALIA, Asociación de Empresarias de Biella, Italia; LWB, Foro de Empresarias de Libia; CWEM, Centro de Empresarias de Macedonia; KEP, Plataforma Económica de Mujeres de Bursa, Turquía; USAK, Asociación de Empresarias de Usak, Turquía, y KWINFO, Red Marroquí de Mujeres para el Mentoring y el Networking.

Como eventos previos al Foro, el día 21 de noviembre, a las 16:30, tendrá lugar el taller

“Doing Business Beyond Borders” (Cómo internacionalizar tu empresa), en el marco del proyecto EuroMed@Change liderado por la organización ANIMA Investment Network, con el objetivo de transmitir a emprendedoras y empresarias de la región Euro-mediterránea cuáles son los mayores obstáculos y riesgos de la internacionalización, cómo superar o reducir éstos y cómo una internacionalización correctamente planificada puede suponer una gran oportunidad para la empresa.

Seguirán Encuentros Empresariales B2B en los que se prevé la participación de 80 empresarias de la región Euro-mediterránea, que concluirán con un coctel a las 20:00.

Para registrarse como participante del V Foro Mediterráneo de Mujeres Empresarias: www.medaeconomicweek.org

Para ver el programa completo: <http://afaemme.org/sites/default/files/v-meda-women-forum.pdf>

Source : <http://www.oriental-developpement.com/?Id=28&lang=fr&RefCat=23&Ref=62>

<p>MARSEILLE 6 to 9 NOV. 2013</p> <p>mediterranean economic week</p>	<p><i>Web</i></p> <p><i>21 November 2013</i></p>
---	--

Interview Amina ZIANE-CHERIF - Semaine Economique de la Méditerranée 2013



Source : <http://www.youtube.com/watch?v=vdW7e6gY4FU>

 <p>Confederation of Tunisian Citizen Enterprises كنفدرالية المؤسسات المواطنة التونسية</p>	<i>Web</i>
	<i>26 November 2013</i>

BUSINESS ROADSHOW TUNISIE

Vous êtes un entrepreneur, une PME, un investisseur, un cluster, un centre de recherche résidant en Tunisie?

Vous souhaitez consolider un projet de développement en Europe, Nord Afrique et Moyen Orient?

ANIMA Investment Network vous invite à participer au Business Roadshow Tunisie qui aura lieu à l'Hôtel Le Palace (Gammarth Tunis) les 27, 28 et 29 Novembre 2013.

L'événement est organisé par ANIMA, APII et CONECT en collaboration avec d'autres partenaires tunisiens (FIPA, Pôles de compétitivité..) et européens (EEN, EBN, Fondation Sophia Antipolis, INNO), dans le cadre du projet EuroMed@Change.

Pour vous inscrire et organiser vos rencontres d'affaires, enregistrez-vous dès maintenant sur la Plateforme de matchmaking en ligne, détaillez le profil de votre structure et décrivez votre projet et vos attentes en termes de partenariat international. L'équipe de EuroMed@Change vous accompagne dans la prospection et la sélection de votre potentiel partenaire afin d'assurer la réussite de votre coopération.

Des acteurs clés sélectionnés pour leur dimension internationale seront là :

- Une délégation de 30 entreprises européennes participant à une « Mission for Growth » accompagnée par M. Daniel Calleja Crespo, Directeur Général de laDG Entreprise et Industrie de la Commission Européenne ;
- PME, Investisseurs, Clusters Européens et Sud Méditerranéens ;
- Les principaux pôles de compétitivité et acteurs de l'innovation en Tunisie : MFC pôle, El Ghazala, Ecopark de Borj Cedria


Représentant les secteurs suivants :

- Agroalimentaire
- Energie conventionnelles et renouvelables
- Environnement, services urbains et green tech
- TIC, média et industries créatives
- Tourisme
- etc.

Le Business Roadshow Tunisie aura un format innovant :

- Présentation express d'offres et demandes de partenariats (Pitching)
- Matchmakings (Rencontres d'affaires ciblées entre PME, Start-up, pôles de compétitive, centres de recherche, investisseurs)
- Formation propriété intellectuelle
- Ateliers investisseurs

Source : <http://conect.org.tn/index.php?id=14>

	<i>Web</i>
	<i>26 novembre 2013</i>

TÚNEZ: Delegación Empresarial de la Comisión Europea- 28/29 Noviembre 2013

La Comisión Europea organiza del 28 al 29 de noviembre una Delegación Empresarial Europea a Túnez que se reunirá con autoridades y empresarios tunecinos para fomentar la cooperación industrial. La Delegación estará formada por unos 30 líderes empresariales y empresarios europeos y estará encabezada por el Director-General de la DG Empresa, Sr. Calleja Crespo.

Los objetivos de la visita serán:

- Analizar oportunidades de negocio para pymes europeas en Túnez.
- Promover la participación en eventos B2B con empresas tunecinas de tecnologías medioambientales, agrobusiness, energía convencional y renovable, medio ambiente, servicios municipales, TIC, turismo y minería.
- Promover un crecimiento sostenible e inclusivo en la UE y Túnez.


Asimismo, esas fechas coinciden con otro evento, financiado por el Parlamento Europeo, sobre innovación y clusters titulado: "Euromed@change Business Roadshow Tunis" que tendrá lugar del 27 al 29 de noviembre. Para más información ver: <http://www.b2match.eu/euromed/pages/tunis>

Las personas interesadas en participar en la Delegación Empresarial deberán enviar la ficha de inscripción que se encuentra en la página web <http://b2match.eu/euromed/participants/new>

El plazo acaba el jueves 24 de octubre.

Los representantes de pymes, nivel directivo, tendrán prioridad siempre que sean de los sectores objetivos y tengan interés en participar en las reuniones B2B. Adjunto encontrarás la carta de invitación del Vicepresidente Sr. Tajani.

Source : <http://www.tecniberia.es/index.php/noticias/actualidad/tunez-delegacion-empresarial-de-la-comision-europea-28/29-noviembre-2013.html>

	<i>Web</i> <i>21 November 2013</i>
---	---

Guide des affaires euromed@change

Les partenaires de la plateforme Euromed@change ont préparé des études opérationnelles destinées aux entreprises qui souhaitent développer des affaires avec quatre pays partenaires ciblés (Maroc, Tunisie, Egypte et Liban), dans 5 secteurs à forte croissance.

Agroalimentaire: Agriculture et Agro-industrie (Maroc, Tunisie, Egypte et Liban);


Energies conventionnelles et renouvelables (Maroc, Tunisie, Egypte et Liban);

Environnement & Services urbains (Maroc, Tunisie, Egypte et Liban);

TIC (Maroc, Tunisie, Egypte et Liban);

Tourisme (Maroc, Tunisie, Egypte et Liban);

Source : <http://www.aidons.eu/la-boite-a-idees/>

	<i>Web</i>
	<i>12 November 2013</i>

Entreprises : Business Raodshow Tunisia


Le «Business Raodshow Tunisia» sera organisé les 27, 28 et 29 novembre 2013, à l'initiative d'ANIMA Investment Network et de l'APII en collaboration avec la CONECT.

L'évènement inscrit dans le cadre du projet pilote «EuroMED@ Change» sur l'internationalisation des PME et clusters entre l'Europe et 4 pays arabes (Tunisie, Egypte, Liban et Maroc).

Il est prévu au programme des débats et échanges d'idées entre PME et groupes internationaux, start-ups, entrepreneurs et investisseurs représentant les secteurs des technologies vertes, de l'agroalimentaire, des énergies renouvelables et conventionnelles, de l'environnement et services urbains, des TIC, des industries créatives, du tourisme et de l'exploration minière.

Source :

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2013/11/12/142455/entreprises-business-raodshow-tunisia>

	<i>Web</i>
	<i>13 November 2013</i>

BUSINESS ROADSHOW TUNISIE

Vous êtes un entrepreneur, une PME, un investisseur, un cluster, un centre de recherche et développement

...à la recherche de nouveaux marchés, de colocalisation ou de co-innovation, de nouvelles relations d'affaires?

Save the date pour le BUSINESS ROADSHOW en TUNISIE !

ANIMA Investment Network vous invite à participer au Business Roadshow Tunisie qui aura lieu à l'Hôtel Le Palace (Gammarth Tunis) les 27, 28 et 29 Novembre 2013.

L'événement, qui s'inscrit dans le cadre du projet EuroMed@Change, financé par la Commission européenne, est organisé par ANIMA, APII et CONECT en coordination avec :

- des partenaires tunisiens : FIPA, Pôles de compétitivité ;
- des partenaires européens : Délégation de l'Union Européenne en Tunisie, EBN, Finances et Conseils Méditerranée, Fondation Sophia Antipolis, INNO, Entreprise Europe Network, le vaste réseau de soutien aux entreprises financé par la Commission européenne pour aider les PME en Tunisie et dans 52 autres pays à s'internationaliser.

Cet événement international de trois jours regroupera des entrepreneurs, des PME, des startups, des grands groupes internationaux, des clusters et des investisseurs des deux rives de la Méditerranée. Une attention particulière sera donnée aux secteurs suivants : agroalimentaire, technologies vertes, TIC, industries créatives, tourisme, énergie.

Plus de 200 participants

Avec la participation de :

- La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
- IMP³rove / A.T. Kearney (Allemagne)
- Merinova Oy (Finlande)
- Finances et Conseil Méditerranée (France)
- Pôle de Compétitivité Monastir El Fejja (Tunisie)
- Centre de Bedaya pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local du GAFI (Égypte)
- Et plus encore

Source : <http://www.europemaghreb.fr/business-roadshow-tunisie-tunis-27-29-novembre-2013/>

Business Roadshow Tunisie

Désormais, entrepreneurs, PME, investisseurs, clusters, centres de recherche et développement... ou même ceux qui sont à la recherche de nouveaux marchés, de co-localisation ou de co-innovation, de nouvelles relations d'affaires, «Anima Investment Network» invite tout ce monde à participer au «Business Roadshow Tunisie» qui aura lieu à l'hôtel Le Palace, les 27, 28 et 29 novembre.

L'événement, qui s'inscrit dans le cadre du projet «EuroMed@Change», financé par la Commission européenne, est organisé par Anima, Apii et Conect en coordination avec des partenaires tunisiens (Fipa, pôles de compétitivité) et des partenaires européens (Délégation de l'Union européenne en Tunisie, EBN, Finances et Conseils Méditerranée, Fondation Sophia Antipolis, INNO, Enterprise Europe Network, le vaste réseau de soutien aux entreprises financé par la Commission européenne pour aider les PME en Tunisie et dans 52 autres pays à s'internationaliser). Cet événement international, qui s'étalera sur trois jours, regroupera des entrepreneurs, des PME, des start-up, de grands groupes internationaux, des clusters et des investisseurs des deux rives de la Méditerranée.

Une attention particulière sera accordée aux secteurs suivants : agroalimentaire, technologies vertes, TIC, industries créatives, tourisme, énergie. Plus de 200 participants prendront part à cette manifestation.

Source : <http://www.lapresse.tn/17112013/75039/en-bref....html>

 webmanagercenter	<i>Web</i>
	<i>12 November 2013</i>

Business Raodshow Tunisia


Le «Business Raodshow Tunisia» sera organisé les 27, 28 et 29 novembre 2013, à l'initiative d'ANIMA Investment Network et de l'APII en collaboration avec la CONECT.

L'évènement inscrit dans le cadre du projet pilote «EuroMED@ Change» sur l'internationalisation des PME et clusters entre l'Europe et 4 pays arabes (Tunisie, Egypte, Liban et Maroc).

Il est prévu au programme des débats et échanges d'idées entre PME et groupes internationaux, start-ups, entrepreneurs et investisseurs représentant les secteurs des technologies vertes, de l'agroalimentaire, des énergies renouvelables et conventionnelles, de l'environnement et services urbains, des TIC, des industries créatives, du tourisme et de l'exploration minière.

Source :

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2013/11/12/142455/entreprises-business-raodshow-tunisia>

	<p><i>Web</i></p> <p><i>12 November 2013</i></p>
---	--

Business Roadshow Tunisie

L'événement, qui s'inscrit dans le cadre du projet EuroMed@Change, financé par la Commission européenne, est organisé par ANIMA Investment Network, APII et CONECT en coordination avec :

- Des partenaires tunisiens : FIPA, Pôles de compétitivité ;
- Des partenaires européens : Délégation de l'Union Européenne en Tunisie, EBN, Finances et Conseils Méditerranée, Fondation Sophia Antipolis, INNO, Enterprise Europe Network, le vaste réseau de soutien aux entreprises financé par la Commission européenne pour aider les PME en Tunisie et dans 52 autres pays à s'internationaliser.

Source :

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2013/11/12/142455/entreprises-business-raodshow-tunisia>

	<p><i>Web</i></p> <p><i>21 November 2013</i></p>
---	--

ASSESSMENT OF TIF 2013

1693 participants, including 562 foreign participants from 44 countries took part in the programs of TIF 2013, mostly focused this year on the new investment code, legislative and structural reforms to promote FDI in Tunisia, the new opportunities in high value-added sectors and the business prospects in Tunisia, from the perspective of investors.

TIF 2013 was held under the theme of "New Tunisia, Towards a new Strategy of Sustainable Investment", and opened by the Head of the Tunisian Government, H.E. Ali Larayedh. It was attended by foreign official participants and guests of honours, including namely Mr. Ahmed Mohamed Ali Al-Madani, President of the Islamic Development Bank Group (IDB), Mr. Mark Tomlinson, High Representative of the G8 - Deauville Partnership for the British government, Mrs. Wendy R. Sherman, Assistant Secretary of State for Political Affairs of the United States of America, Mr. Jean-Jacques Queyranne, Chairman of the Rhône-Alpes region of France, Mr. Francesco Colucci, Member of the Italian Senate and Chairman of the Association of Tunisian-Italian Parliamentary Friendship, Mr. Phillip Bennett, Vice President of the European Bank for Reconstruction and Development, Mr. Louis BEDOUCHE, Director MIGA Paris - World Bank and Mr. Petko Draganov, Deputy Secretary-General of UNCTAD.


TIF 2013 also included the organization of 7 workshops with 68 speakers who addressed topical issues related to the investment climate in Tunisia. Thus, the debate was conducted about themes such as "The Entry of Tunisia in Islamic Financial Markets," "Tunisian skills abroad for the promotion of Tunisia," and "How to attract innovative FDI in the MED region? ".

Several international events were held alongside the 3rd edition of TIF 2013: the Symposium of the Deauville Partnership for Investment, initiated by the Islamic Development Bank (IDB) on behalf of the international financial institutions that are members of the Deauville Partnership; the meeting of the working group of the EU-Tunisia Council for Entrepreneurship; the General Assembly of ANIMA Investment Network.

About 60 journalists and 47 media covered TIF 2013, including 13 foreign journalists who came especially to cover this event.

The Forum was also a privileged place for multisectoral networking, which was attended by 139 participants including 36 foreign participants on the second day of the Forum.

Source : http://www.tunisiainvestmentforum.tn/En/news_7_21_D90

 webmanagercenter	<i>Web</i>
	<i>21 November 2013</i>


Entreprises : Business Roadshow Tunisia

Le «Business Roadshow Tunisia» sera organisé les 27, 28 et 29 novembre 2013, à l'initiative d'ANIMA Investment Network et de l'APII en collaboration avec la CONECT.

L'évènement inscrit dans le cadre du projet pilote «EuroMED@ Change» sur l'internationalisation des PME et clusters entre l'Europe et 4 pays arabes (Tunisie, Egypte, Liban et Maroc).

Il est prévu au programme des débats et échanges d'idées entre PME et groupes internationaux, start-ups, entrepreneurs et investisseurs représentant les secteurs des technologies vertes, de l'agroalimentaire, des énergies renouvelables et conventionnelles, de l'environnement et services urbains, des TIC, des industries créatives, du tourisme et de l'exploration minière.

Source : http://www.tap.info.tn/fr/index.php/economie/agenda-economique/8-business-roadshow-tunisia/event_details

	<p><i>Web</i></p> <p><i>20 November 2013</i></p>
---	--

Euro Med @ Change Project

Euro Med @ Change launches new dynamics for SME and cluster internationalization between Europe and 4 targeted partner countries: Egypt, Lebanon, Morocco and Tunisia. It is managed by a consortium of four organizations from across Europe and the Mediterranean, namely ANIMA Investment network as the Project leader, the European Business Innovation Centre Network EBN, INNO AG for strategic consultancy and the Foundation Sophia Antipolis. It also coordinates with more than 45 associated regional businesses, in addition to finance and innovation networks. The project is implemented in Egypt through Bedaya Centre for Entrepreneurship & SMEs development of GAFI, which will be the core organizer for Egypt's Business road show scheduled in June 2014

Euro Med @ change targets the high growth sectors of Renewable energy, Urban and environmental services, Agri-food industries, ICT & Creative industries and Tourism.

Hence, if you are an entrepreneur, SME, an investor, business or innovation cluster looking to enter new markets, boost your competitiveness and reach Europe and the MENA, you have a great opportunity by joining the Euro Med @ change online matchmaking platform. Through which you can register to attend business road shows in the targeted countries. This will give you the opportunity to pitch partnerships offers and requests, meet collaborative business partners, participate in Intellectual property trainings and get in contact with local and international Investors.

Special Opportunity

Best international projects will have the benefit of partial reimbursement of travel and accommodation expenses for their representatives

For more Information and registration please visit Euro Med @ change matchmaking platform: <http://www.b2match.eu/euromed/pages/home>

Source : <http://www.gafisme-bedaya.com/index.php/en/media-photos/newsroom/149-euromed-change>



Web

23 November 2013

Barcelona acogió V Foro Mediterráneo de Mujeres Empresarias

En el programa, destaca la participación institucional de Joanna Ortega, vicepresidenta de la Generalitat de Catalunya, Miquel Valls, presidente de la Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona, Francina Vila, regidora de Mujeres y Derechos Civiles del Ayuntamiento de Barcelona, Najoua Attia, presidenta de la Comisión de Mujeres Empresarias de ASCAME, y Fathallah Sijilmassi, secretario general de la Unión por el Mediterráneo, quien cerrará el acto. El Foro, a su vez, contendrá un conjunto de paneles de alto interés empresarial.


Sally Arkley, directora de la Women Business Development Agency (WBDA) del Reino Unido, intervendrá acerca de la importancia de la consolidación y del crecimiento de las PYMES como motores del desarrollo económico de la región y de la importancia de programas como el proyecto Imagining Growth 2, financiado por la Comisión Europea, que apoyen este crecimiento. En acceso a financiación, abordará los factores a tener en cuenta a la hora de plantear una expansión del negocio, de los principales retos y de cómo superar estos obstáculos a fin de conseguir un crecimiento sostenible y exitoso. En el panel "El acceso a la financiación", Angela di Maria, de Banca di Italia, analizará la problemática del acceso a la financiación desde una perspectiva de género. A su vez se debatirá si las finanzas islámicas suponen una oportunidad para la mujer empresaria. Por último, "La situación de las PYMES lideradas por mujeres en los países del Mediterráneo" será el tema que facultará que las presidentas de varias asociaciones de empresarias de la región hagan una exposición de las perspectivas económicas existentes para estas PYMES.

Las presidentas de las asociaciones miembros de AFAEMME acudirán a la cita en Barcelona desde países Mediterráneos varios como Albania, Argelia, Egipto, España, Grecia, Italia, Líbano, Libia, Malta, Palestina, Túnez y Turquía, para participar, tras el acto público, en la Asamblea General Ordinaria y en la Asamblea de elecciones de esta institución que acoge asociaciones de mujeres empresarias de más de una veintena de países. En ellas, se prevé aprobar la incorporación de ocho nuevos miembros que se sumarán a los 44 miembros actuales de la entidad presidida por María Helena de Felipe Lehtonen. Las nuevas asociaciones a sumarse serían: AIDDA, Asociación de Emprendedoras y Empresarias de Italia; ONE, Asociación de Empresarias de Bosnia & Herzegovina; W@WITALIA, Asociación de Empresarias de Biella, Italia; LWB, Foro de Empresarias de Libia; CWEM, Centro de Empresarias de Macedonia; KEP, Plataforma Económica de Mujeres de Bursa, Turquía; USAK, Asociación de Empresarias de Usak, Turquía, y KWINFO, Red Marroquí de Mujeres para el Mentoring y el Networking.

Como eventos previos al Foro, el día 21 de noviembre, a las 16:30, tendrá lugar el taller "Doing Business Beyond Borders" (Cómo internacionalizar tu empresa), en el marco del proyecto EuroMed@Change liderado por la organización ANIMA Investment Network, con el objetivo de transmitir a emprendedoras y empresarias de la región Euro-mediterránea cuáles son los mayores obstáculos y riesgos de la internacionalización, cómo superar o reducir éstos y cómo una internacionalización correctamente planificada puede suponer una gran oportunidad para la empresa.

Seguirán Encuentros Empresariales B2B en los que se prevé la participación de 80 empresarias de la región Euro-mediterránea, que concluirán con un coctel a las 20:00.

Source : <http://itusersmagazine.com/barcelona-acogio-foro-mediterraneo-de-mujeres-empresarias/>

	Web
	12 November 2013

Barcelona acoge el V Foro Mediterráneo de Mujeres Empresarias

En el programa, destaca la participación institucional de Joanna Ortega, vicepresidenta de la Generalitat de Catalunya, Miquel Valls, presidente de la Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona, Francina Vila, regidora de Mujeres y Derechos Civiles del Ayuntamiento de Barcelona, Najoua Attia, presidenta de la Comisión de Mujeres Empresarias de ASCAME, y Fathallah Sijilmassi, secretario general de la Unión por el Mediterráneo, quien cerrará el acto.

El Foro, a su vez, contendrá un conjunto de paneles de alto interés empresarial.

Sally Arkley, directora de la Women Business Development Agency (WBDA) del Reino Unido, intervendrá acerca de la importancia de la consolidación y del crecimiento de las PYMES como motores del desarrollo económico de la región y de la importancia de programas como el proyecto Imagining Growth 2, financiado por la Comisión Europea, que apoyen este crecimiento. En acceso a financiación, abordará los factores a tener en cuenta a la hora de plantear una expansión del negocio, de los principales retos y de cómo superar estos obstáculos a fin de conseguir un crecimiento sostenible y exitoso. En el panel "El acceso a la financiación", Angela di Maria, de Banca di Italia, analizará la problemática del acceso a la financiación desde una perspectiva de género. A su vez se debatirá si las finanzas islámicas suponen una oportunidad para la mujer empresaria. Por último, "La situación de las PYMES lideradas por mujeres en los países del Mediterráneo" será el tema que facultará que las presidentas de varias asociaciones de empresarias de la región hagan una exposición de las perspectivas económicas existentes para estas PYMES.

Las presidentas de las asociaciones miembros de AFAEMME acudirán a la cita en Barcelona desde países Mediterráneos varios como Albania, Argelia, Egipto, España, Grecia, Italia, Líbano, Libia, Malta, Palestina, Túnez y Turquía, para participar, tras el acto público, en la Asamblea General Ordinaria y en la Asamblea de elecciones de esta institución que acoge asociaciones de mujeres empresarias de más de una veintena de países. En ellas, se prevé aprobar la incorporación de ocho nuevos miembros que se sumarán a los 44 miembros actuales de la entidad presidida por María Helena de Felipe Lehtonen. Las nuevas asociaciones a sumarse serían: AIDDA, Asociación de Emprendedoras y Empresarias de Italia; ONE, Asociación de Empresarias de Bosnia & Herzegovina; W@WITALIA, Asociación de Empresarias de Biella, Italia; LWB, Foro de Empresarias de Libia; CWEM, Centro de Empresarias de Macedonia; KEP, Plataforma Económica de Mujeres de Bursa, Turquía; USAK, Asociación de Empresarias de Usak, Turquía, y KWINFO, Red Marroquí de Mujeres para el Mentoring y el Networking.

Como eventos previos al Foro, el día 21 de noviembre, a las 16:30, tendrá lugar el taller "Doing Business Beyond Borders" (Cómo internacionalizar tu empresa), en el marco del proyecto EuroMed@Change liderado por la organización ANIMA Investment Network, con el objetivo de transmitir a emprendedoras y empresarias de la región Euro-mediterránea cuáles son los mayores obstáculos y riesgos de la internacionalización, cómo superar o reducir éstos y cómo una internacionalización correctamente planificada puede suponer una gran oportunidad para la empresa.

Seguirán Encuentros Empresariales B2B en los que se prevé la participación de 80 empresarias de la región Euro-mediterránea, que concluirán con un coctel a las 20:00.

Source :

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2013/11/12/142455/entreprises-business-raodshow-tunisia>

 <p>Association Marocaine des Investisseurs en Capital</p>	<p><i>Web</i></p> <p><i>22 November 2013</i></p>
---	--

Entreprises : Business Roadshow Tunisia

L'AMIC est partenaire du **Roadshow EuroMed@Change** qui se tiendra les 22 et 23 janvier 2014 au Technopark de Casablanca.

Ce Roadshow, organisé en partenariat par Anima et le Technopark, cible les **secteurs TIC, Clean Tech et Agro-business** et a pour objectifs de valoriser les domaines d'excellence et opportunités de partenariat avec le Maroc, construire une communauté euro-méditerranéenne d'acteurs clé de l'innovation, développer des opportunités concrètes de collaboration entre PME et clusters, créer un réseau euro-méditerranéen d'investisseurs en Méditerranée et former mes formateurs locaux sur la gestion de la propriété intellectuelle.

Les start-ups/SMEs, qui seront présentes, attendront un retour sur leur maturité et leur éligibilité potentielle à l'investissement ainsi que des avis sur la possibilité d'exporter leurs produits vers d'autres pays de la région.

Les investisseurs bénéficieront d'un échange d'informations et de la possibilité de réseauter avec des investisseurs étrangers pour, éventuellement, à terme, envisager des co-investissements.

Le 22 janvier, de 15 à 18h, se déroulera un **Atelier Investisseurs** qui comprendra, notamment, une **session de courtes présentations (3') de projets par des entrepreneurs**. Cet atelier mettra en présence des start-ups/SMEs européennes, issues du sud de la Méditerranée et marocaines ainsi que des investisseurs locaux et des experts en innovation de pays euro-méditerranéens. Une soirée de gala à laquelle seront invitées une soixantaine d'acteurs (start-ups/SMEs, clusters Innovation et autres, investisseurs et représentants officiels) clôturera cette journée.

La matinée du 23 janvier sera, quant à elle, consacrée à un **Business Forum** entre clusters et dirigeants de PME. Des acteurs européens et issus des pays du sud de la Méditerranée minutieusement présélectionnés présenteront leurs offres/propositions de partenariats innovants à une quarantaine de PME marocaines et d'investisseurs locaux et étrangers. Ces présentations se prolongeront, éventuellement, par des rencontres individuelles au cours de l'après-midi.

Source : <http://www.amic.org.ma/images/stories/pdf/euromed.pdf>

La CONECT organise le Business Roadshow Tunisie

Conjointement organisé par CONECT, ANIMA Investment Network et APII en collaboration avec d'autres partenaires tunisiens et européens dans le cadre du projet EuroMed Change, le Business Roadshow Tunisie se déroulera du 27 au 29 novembre 2013 à Tunis.

Cette manifestation est dédiée aux entrepreneurs, PME, investisseurs, clusters et aux centres de recherche résidants en Tunisie.

L'événement verra la participation d'une délégation de 30 entreprises européennes, de PME, d'investisseurs, de clusters européens et sud-méditerranéens ainsi que des principaux pôles de compétitivité tunisiens. Ces acteurs clés animeront des forums, des formations et des ateliers, notamment sur la propriété intellectuelle.

Ce Business Roadshow Tunisie sera également une occasion pour faire des rencontres d'affaires. Le projet EuroMed Change fait partie d'une action préparatoire proposée par le Parlement Européen et mis en place par la Commission Européenne.

Ce projet prévoit des actions en 2013 et 2014 pour renforcer les opportunités d'affaires entre entreprises et clusters, pour les accompagner dans leur internationalisation (formations en propriété intellectuelle ou softLanding) ainsi que pour mettre en place des groupes de travail régionaux (avec des talents, des femmes entrepreneurs, des clusters ou des investisseurs).

Source : <http://www.leconomistemaghrebin.com/2013/11/25/la-conect-organise-le-business-roadshow-tunisie/>

	Web
	12 November 2013

Celebran foro de mujeres empresarias

Madrid (Tus Medios).- En el marco de la VII Semana Mediterránea de Líderes Económicos, el próximo 22 de noviembre tendrá lugar el V Foro Mediterráneo de Mujeres Empresarias en la Casa Llotja de Mar de Barcelona.

El evento es coorganizado por la Asociación de Federaciones y Asociaciones de Mujeres Empresarias del Mediterráneo (AFAEMME), la Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona y la Asociación de Cámaras de Comercio e Industria del Mediterráneo (ASCAME).

En el programa, destaca la participación institucional de Joanna Ortega, vicepresidenta de la Generalitat de Catalunya, Miquel Valls, presidente de la Cámara de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona, Francina Vila, regidora de Mujeres y Derechos Civiles del Ayuntamiento de Barcelona, Najoua Attia, presidenta de la Comisión de Mujeres Empresarias de ASCAME, y Fathallah Sijilmassi, secretario general de la Unión por el Mediterráneo, quien cerrará el acto.

El Foro, a su vez, contendrá un conjunto de paneles de alto interés empresarial.

Sally Arkley, directora de la Women Business Development Agency (WBDA) del Reino Unido, intervendrá acerca de la importancia de la consolidación y del crecimiento de las PYMES como motores del desarrollo económico de la región y de la importancia de programas como el proyecto *Imagining Growth 2*, financiado por la Comisión Europea, que apoyen este crecimiento.

En acceso a financiación, abordará los factores a tener en cuenta a la hora de plantear una expansión del negocio, de los principales retos y de cómo superar estos obstáculos a fin de conseguir un crecimiento sostenible y exitoso.

En el panel "El acceso a la financiación", Angela di Maria, de Banca di Italia, analizará la problemática del acceso a la financiación desde una perspectiva de género. A su vez se debatirá si las finanzas islámicas suponen una oportunidad para la mujer empresaria.

Además, "La situación de las PYMES lideradas por mujeres en los países del Mediterráneo" será el tema que facultará que las presidentas de varias asociaciones de empresarias de la región hagan una exposición de las perspectivas económicas existentes para estas PYMES. Las presidentas de las asociaciones miembros de AFAEMME acudirán a la cita en Barcelona desde países Mediterráneos varios como Albania, Argelia, Egipto, España, Grecia, Italia, Líbano, Libia, Malta, Palestina, Túnez y Turquía, para participar, tras el acto público, en la Asamblea General Ordinaria y en la Asamblea de elecciones de esta institución que acoge asociaciones de mujeres empresarias de más de una veintena de países.

En ellas, se prevé aprobar la incorporación de ocho nuevos miembros que se sumarán a los 44 miembros actuales de la entidad presidida por María Helena de Felipe Lehtonen.

Las nuevas asociaciones a sumarse serían: AIDDA, Asociación de Emprendedoras y Empresarias de Italia; ONE, Asociación de Empresarias de Bosnia & Herzegovina; W@WITALIA, Asociación de Empresarias de Biella, Italia; LWB, Foro de Empresarias de Libia; CWEM, Centro de Empresarias de Macedonia; KEP, Plataforma Económica de Mujeres de Bursa, Turquía; USAK, Asociación de Empresarias de Usak, Turquía, y KWINFO, Red Marroquí de Mujeres para el Mentoring y el Networking.

Como eventos previos al Foro, el día 21 de noviembre, tendrá lugar el taller “Doing Business Beyond Borders” (Cómo internacionalizar tu empresa), en el marco del proyecto EuroMed@Change liderado por la organización ANIMA Investment Network, con el objetivo de transmitir a emprendedoras y empresarias de la región Euro-mediterránea cuáles son los mayores obstáculos y riesgos de la internacionalización, cómo superar o reducir éstos y cómo una internacionalización correctamente planificada puede suponer una gran oportunidad para la empresa.

Seguirán Encuentros Empresariales B2B en los que se prevé la participación de 80 empresarias de la región Euro-mediterránea.

Source :

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2013/11/12/142455/entreprises-business-raodshow-tunisia>

Tunisie: Un accord de libre échange complet et approfondi sera négocié entre les deux parties

« L'Union Européenne(UE) espère engager bientôt des négociations avec la Tunisie pour un accord de libre échange complet et approfondi (ALECA)» entre les deux parties, a affirmé jeudi, à Gammarth, Mme Michaela Dodini, chef de la section commerciale de la délégation de l'UE à Tunis.

Mme Dodini, qui s'exprimait lors la journée interculturelle Europe-Tunisie, a ajouté que l'ALECA qui devrait favoriser une intégration de la Tunisie au sein du marché intérieur de l'UE, sera en complément de l'accord d'association signé, en 1995, entre les deux parties pour la création d'une zone de libre échange pour les produits industriels. Elle a ajouté que « le lancement des négociations pour l'ALECA et leur conclusion nécessite un engagement politique fort en ce qui concerne les réformes, la libéralisation et la modernisation des institutions économiques Selon Mme Dodini « cet accord devra aller au-delà de la simple suppression des droits de douane pour les produits industriels, pour privilégier une intégration économique plus étroite, une réduction des obstacles non tarifaires grâce au rapprochement à l'acquis législatif et réglementaire de l'UE ». Il permettra, également, une libéralisation du commerce des services et des produits agricoles et de la pêche et une meilleure protection des investissements, a-t-elle dit.

Concernant l'appui financier de l'UE à la Tunisie, la responsable a souligné que malgré les politiques d'austérité en Europe, l'année 2012 a été une année record pendant laquelle, les engagements de l'Union ont atteint 210 millions d'Euros.

La journée interculturelle est organisée dans le cadre des journées de partenariat itinérantes « Business roadshow Tunisie» tenues les 27, 28 et 29 novembre à Tunis par la Confédération des entreprises citoyennes tunisiennes (CONNECT), Anima investment et l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation. Les journées rassemblent plus de 250 Opérateurs économiques euro-méditerranéens (groupes internationaux, clusters de l'innovation, centres de recherche/développement) ainsi que les principaux pôles de compétitivité et acteurs de l'innovation tunisiens (El Ghazala, Ecoparc de Borj Cedria.).

Selon le délégué général « d'ANIMA Investment NETWORK » (plate-forme multi-pays de développement économique de la méditerranée), Emmanuel Noutary les journées s'inscrivent dans le cadre du projet « euromed @ change », une initiative pilote lancée fin de l'année 2012, par le parlement européen en vue d'examiner l'état actuel du climat des affaires en Tunisie.

Cette initiative vise également, à développer de nouvelles dynamiques pour l'internationalisation des petites et moyennes entreprises (PME) et clusters sur des secteurs à forte croissance entre l'Europe et 4 pays partenaires (Maroc, Tunisie, Egypte et Liban).

Le projet « euromed @ change » prévoit également, des actions pour renforcer les opportunités d'affaires, la mise en place de groupes de travail euro-méditerranéens ainsi que des activités d'accompagnement et de soutien aux PME.

Source : <http://www.babnet.net/cadredetail-75554.asp>

	<i>Web</i> <i>23 November 2013</i>
---	---

Tunisie-Conect : soutenir la création d'activité et l'emploi au Maghreb

Dans le cadre du projet européen DiaMed porté par six partenaires français, tunisiens, algériens et marocains, ADER Méditerranée et la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT) organisent en partenariat avec l'ANETI des formations professionnelles à destination des jeunes diplômés maghrébins de l'enseignement supérieur pour les sensibiliser au management des TPE PME PMI innovantes et à la création d'entreprises et les accompagner dans leur insertion professionnelle.

L'objectif de l'accompagnement dans l'insertion professionnelle est d'offrir aux jeunes diplômés (Licence, Master, Doctorat, Ingénieur) les outils pour construire un projet professionnel qui tient compte non seulement de leurs aspirations personnelles mais également de la réalité économique de leurs régions. Le programme de la formation de 18 jours de ces jeunes durera du 19 novembre 2013 au 14 décembre 2013 en Tunisie. Les jeunes diplômés du supérieur pourront ainsi renforcer leur employabilité et envisager une insertion professionnelle plus courte et durable. Leur mise en relation avec le monde de l'Entreprise à travers le réseau de la CONNECT et dans le cadre de ces formations leur permettra également de nouer des contacts et d'ouvrir des opportunités de recrutement ou d'affaires qu'ils n'avaient pas auparavant.

Ces jeunes bénéficieront de différents modules de formation portant sur : Comptabilité et gestion, droit des TPE PME PMI ; Environnement et principaux acteurs économiques de la Tunisie; Management QSE durable et Réglementation européenne ; Connaissance et enjeux de l'Entreprise innovante, de ses acteurs et de leurs relations, conception d'un produit innovant ; Approche client et esprit de service ; Intelligence Economique, Management de l'Innovation et Gestion de projets ; Financement de l'innovation et montage de dossiers de financement). ; Communication interpersonnelle ; Construction du Projet professionnel personnalisé, fonctions principales de l'Entreprise, techniques de recherche d'emploi et élaboration du plan marketing emploi ; Présentation du Projet professionnel

Les formateurs locaux et internationaux ont été sélectionnés sur la base d'entretiens individuels, CV /Références, expérience dans le secteur privé, pertinence du contenu de leur plan de formation, méthodologie et outils pédagogiques proposés

Les jeunes diplômés ainsi formés et accompagnés profiteront de maints avantages. Ils élargiront leurs champs d'actions professionnelles et pourront ainsi offrir un panel de compétences adaptées, tout particulièrement aux TPE, PME, PMI. Ils sauront exposer avec des arguments pertinents leurs atouts personnels et professionnels afin de convaincre un futur employeur. En outre, ils seront sensibilisés à la création d'activités économiques en cohérence avec leur projet professionnel.

Rappelons que les principaux moteurs du projet DiaMed sont l'engagement des acteurs institutionnels et économiques locaux, l'implication des diasporas, la valorisation des jeunes diplômés du Maghreb, la promotion de l'esprit d'entreprise et la circulation des compétences. DiaMed s'articule également autour de quatre autres actions majeures : Renforcement de la

professionnalisation des acteurs locaux d'appui à la création d'activité ; Encouragement et accompagnement des diasporas des pays du Maghreb à entreprendre dans leurs pays d'origine ; Renforcement des capacités des entrepreneurs dans les domaines des technologies vertes ; Coaching des jeunes entrepreneurs du Maghreb à améliorer leur visibilité et à développer leur expérience pour structurer un projet à dimension internationale.

Source : http://www.investir-en-tunisie.net/index.php?option=com_content&view=article&id=23253:tunisie-conect--soutenir-la-creation-dactivite-et-lemploi-au-maghreb&catid=55:communiqués&Itemid=154

	<i>Web</i>
	<i>10 November 2013</i>

Workshop DiaMed Munich

L'Agence pour la Coopération Internationale et le développement local en Méditerranée – ACIM et ses partenaires du projet DiaMed s'associent à la TAG et au CIM pour organiser un workshop d'information sur le dispositif DiaMed d'accompagnement à la création d'entreprise à destination des diasporas du Maghreb vivant en Allemagne.

Ce dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise vise à accompagner des porteurs de projet d'origine algérienne, marocaine ou tunisienne vivant en Europe et souhaitant créer une entreprise dans leur pays d'origine. 20 projets par pays (Algérie, Maroc, Tunisie) seront sélectionnés pour bénéficier d'un accompagnement gratuit et personnalisé (business plan, conseils juridiques, fiscalité, networking, démarches administratives, ...).

Le workshop DiaMed de Munich permettra aux partenaires de présenter le projet DiaMed et d'aller à la rencontre des porteurs de projet résidant en Allemagne.

Il s'inscrit dans le cadre de l'atelier d'information et de réseautage speakerTAG organisé par la TAG à destination de la diaspora tunisienne en Allemagne qui se tiendra à Munich le 16 novembre de 9h à 22h.

Le dispositif DiaMed d'accompagnement à la création d'entreprise est coordonné par ACIM, en partenariat avec ADER Méditerranée, Anima Investment Network, la Conect (Tunisie), la Fondation Création d'Entreprises – FCE (Maroc) et Médafco Consulting (Algérie). Il est une composante du projet DiaMed piloté par ADER Méditerranée et financé par l'Union européenne (Commission européenne – programme EuropeAid) à hauteur de 2,3 millions d'euros. Le projet DiaMed vise à soutenir la création d'activité et l'emploi au Maghreb, en menant des actions de promotion de l'entrepreneuriat associant les diasporas vivant en Europe.

Source : <https://www.eventbrite.fr/e/billets-workshop-diamed-munich-16112013-8776080493>

Tunisie-Conect : soutenir la création d'activité et l'emploi au Maghreb

Dans le cadre du projet européen DiaMed porté par six partenaires français, tunisiens, algériens et marocains, ADER Méditerranée et la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONECT) organisent en partenariat avec l'ANETI des formations professionnelles à destination des jeunes diplômés maghrébins de l'enseignement supérieur pour les sensibiliser au management des TPE PME PMI innovantes et à la création d'entreprises et les accompagner dans leur insertion professionnelle.

L'objectif de l'accompagnement dans l'insertion professionnelle est d'offrir aux jeunes diplômés (Licence, Master, Doctorat, Ingénieur) les outils pour construire un projet professionnel qui tient compte non seulement de leurs aspirations personnelles mais également de la réalité économique de leurs régions. Le programme de la formation de 18 jours de ces jeunes durera du 19 novembre 2013 au 14 décembre 2013 en Tunisie. Les jeunes diplômés du supérieur pourront ainsi renforcer leur employabilité et envisager une insertion professionnelle plus courte et durable. Leur mise en relation avec le monde de l'Entreprise à travers le réseau de la CONECT et dans le cadre de ces formations leur permettra également de nouer des contacts et d'ouvrir des opportunités de recrutement ou d'affaires qu'ils n'avaient pas auparavant.

Ces jeunes bénéficieront de différents modules de formation portant sur : Comptabilité et gestion, droit des TPE PME PMI ; Environnement et principaux acteurs économiques de la Tunisie; Management QSE durable et Réglementation européenne ; Connaissance et enjeux de l'Entreprise innovante, de ses acteurs et de leurs relations, conception d'un produit innovant ; Approche client et esprit de service ; Intelligence Economique, Management de l'Innovation et Gestion de projets ; Financement de l'innovation et montage de dossiers de financement). ; Communication interpersonnelle ; Construction du Projet professionnel personnalisé, fonctions principales de l'Entreprise, techniques de recherche d'emploi et élaboration du plan marketing emploi ; Présentation du Projet professionnel Les formateurs locaux et internationaux ont été sélectionnés sur la base d'entretiens individuels, CV /Références, expérience dans le secteur privé, pertinence du contenu de leur plan de formation, méthodologie et outils pédagogiques proposés Les jeunes diplômés ainsi formés et accompagnés profiteront de maints avantages. Ils élargiront leurs champs d'actions professionnelles et pourront ainsi offrir un panel de compétences adaptées, tout particulièrement aux TPE, PME, PMI. Ils sauront exposer avec des arguments pertinents leurs atouts personnels et professionnels afin de convaincre un futur employeur. En outre, ils seront sensibilisés à la création d'activités économiques en cohérence avec leur projet professionnel.

Rappelons que les principaux moteurs du projet DiaMed sont l'engagement des acteurs institutionnels et économiques locaux, l'implication des diasporas, la valorisation des jeunes diplômés du Maghreb, la promotion de l'esprit d'entreprise et la circulation des compétences. DiaMed s'articule également autour de quatre autres actions majeures : Renforcement de la professionnalisation des acteurs locaux d'appui à la création d'activité ; Encouragement et accompagnement des diasporas des pays du Maghreb à entreprendre dans leurs pays d'origine ; Renforcement des capacités des entrepreneurs dans les domaines des technologies vertes ; Coaching des jeunes entrepreneurs du Maghreb à améliorer leur visibilité et à développer leur expérience pour structurer un projet à dimension internationale.

Source : http://www.investir-en-tunisie.net/index.php?option=com_content&view=article&id=23253:tunisie-conect--soutenir-la-creation-dactivite-et-lemploi-au-maghreb&catid=55:communiques&Itemid=154

ANIMA-MIPO

		<i>Web</i>
		<i>19 November 2013</i>

Note sur le bilan des déclarations d'investissement du premier semestre 2012

L'Agence nationale de Développement de l'Investissement (A.N.D.I) annonce dans son rapport sur les projets d'investissements relatif au premier semestre 2012 avoir enregistré, 4 275 projets d'investissements pour un montant de 410 milliards de DA et une prévision de création de plus de 47000 emplois permanents.pour télécharger le document [cliquez ici](#)

Source : <http://www.andi.dz/index.php/ar/85-news/94-note-sur-le-bilan-des-declarations-d-investissement-du-premier-semester-2012>

Les projets d'IDE résistent au sud de la Méditerranée

Les IDE résistent en 2012 malgré une conjoncture difficile. Tous les pays du sud enregistrent une augmentation des annonces d'Investissements directs à l'étranger, à l'exception de la Syrie.

MEDITERRANEE. Le rapport annuel Anima-Mipo vient d'être lancé, ce mardi 19 novembre 2013, faisant le bilan de l'attractivité des pays du sud de la Méditerranée en 2012.

Etabli grâce à l'Observatoire des investissements étrangers en Méditerranée et des partenariats (la base MIPO) créé en 2003, cette étude évalue le nombre et le montant des annonces d'IDE (Investissements directs à l'étranger) dans onze pays du sud (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie et Turquie).

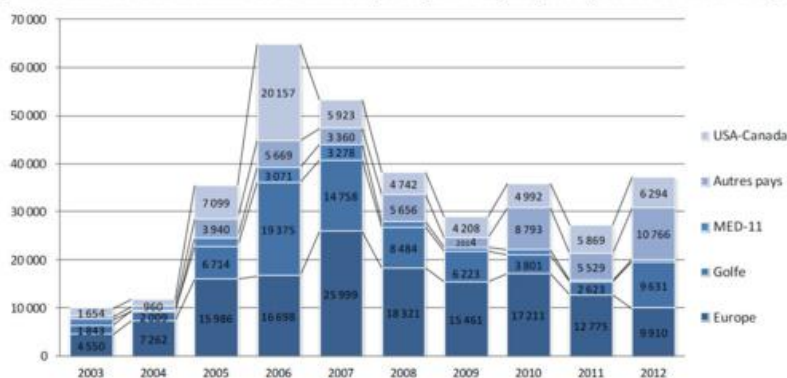
D'une manière générale, Emmanuel Noutary, délégué général d'Anima Investment Network, note une "bonne résistance des investissements dans la région, considérant la difficile conjoncture économique et politique". Après une baisse en 2011, les annonces d'investissement reprennent en 2012 : "c'est la quatrième meilleure année de la dernière décennie", souligne-t-il, avec une augmentation des montants des projets de 36% en 2012 par rapport à 2011, à 37 mrd€€. Le nombre de projets diminue cependant de 24% par rapport à l'année précédente, à 645 projets identifiés.

L'Europe "perd progressivement son leadership" souligne l'étude, en passant de 45% à 26% des montants investis dans cette région au profit des pays du Golfe et des BRIC notamment.

Parmi les principaux secteurs, le BTP augmente de 80% et le tourisme de 60%. L'aéronautique et l'automobile concentrent à eux seuls 2 mrd€ d'investissements pour 53 projets, principalement en Turquie, au Maroc et en Algérie. Les projets d'IDE dans le secteur des logiciels, de la santé et des biotechnologies augmentent progressivement depuis deux ans, tout comme celui de l'énergie. Seul le secteur agroalimentaire « ne tient pas ses promesses et diminue cette année », note le délégué général.

Une disparité entre les pays du sud

Figure 3. Evolution des montants d'IDE annoncés par région d'origine (en M€, source : ANIMA-MIPO)



Evolution des montants d'IDE annoncés par région d'origine (graphique Anima Investment Network)

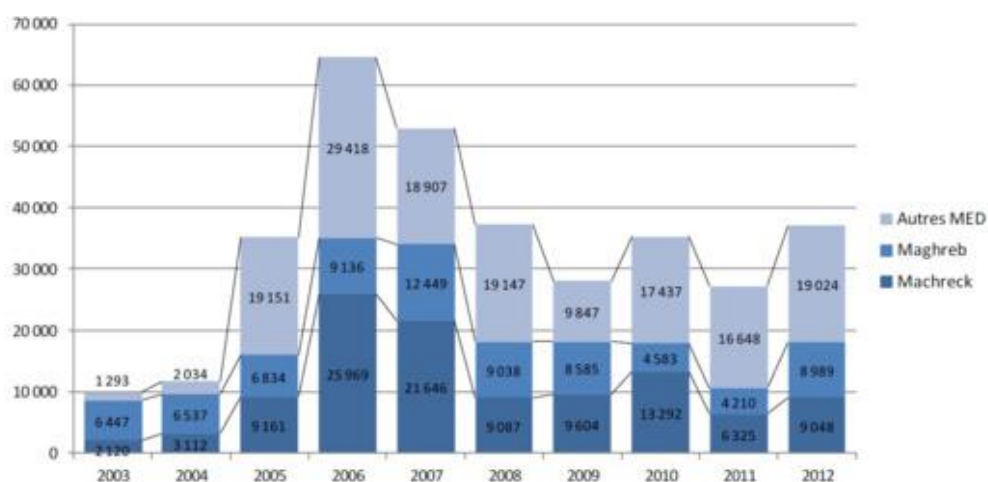
L'Algérie rayonne. L'année 2012 est une année record, les investisseurs semblant s'être adaptés à la règle de limitation de la part de capital à 49%. Abdelkrim Mansouri, directeur général de l'Agence Nationale de Développement de l'investissement, se félicite de la « *stabilité politique et institutionnelle, des opportunités d'investissement et de l'amélioration des infrastructures de base* » du pays. Selon Anima, les annonces s'élèvent en 2012 à 4,5 mrd€, grâce aux projets du Qatar qui devrait supplanter la France et devenir le 1er investisseur en 2013. En Tunisie (1,5 mrd€) et au Maroc (2,3 mrd€), les gros projets dominent.

Israël et Turquie "continuent d'affirmer leur leadership" : ils pèsent pour la moitié des montants et pour près de 43% des projets annoncés. La Turquie s'illustre par le montant moyen des annonces d'IDE : environ 100 M€, « *soit deux fois plus qu'un investissement moyen dans le sud* », souligne Emmanuel Noutary. Israël, malgré la conjoncture difficile, profite d'un bon cru pour 2012, avec 152 projets pour 6,3 mrd€ de projets d'IDE.

Au Liban, l'année 2012 est une année record avec 19 projets et l'Egypte, avec 7,7 mrd€ d'annonces, profite de gros placements, "parfois supérieur à 1 mrd€".

L'augmentation des partenariats reflète la prudence des investisseurs

Figure 2. Flux nets d'IDE par région de destination (en M€, source : ANIMA-MIPO)



Evolution du nombre d'IDE annoncés par destinations (graphique Anima Investment Network)

Les partenariats d'entreprise suivent une tendance positive, en particulier pour les investissements européens, reflet de l'intérêt mais aussi de la frilosité des entreprises étrangères à investir dans ces pays. Ces franchises, accords commerciaux, de distribution et de développement, comptabilisent 505 projets, sur les 645 projets d'IDE annoncés en 2012. Bien que les chiffres de l'investissement en Libye restent « *très bas* » soit environ 670 M€, les partenariats dans le pays se portent bien.

Source : http://www.econostrum.info/Les-projets-d-IDE-resistant-au-sud-de-la-Mediterranee_a16643.html

	<i>Web</i> <i>19 November 2013</i>
---	---

Une conférence de presse on-line

L'Agence Nationale de développement de l'investissement organise avec l'Association euro-méditerranéenne des agences de promotion d'investissement, Anima investment Network, cet après-midi, une conférence de presse on-line sur le rapport annuel sur l'observatoire des investissements pour l'année 2012 dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. Ce rapport qui est établi par l'observatoire Anima-Mipo (Mediterranean Investment and Partnership Observatory), permettra de prendre connaissance en temps réel de l'ensemble des annonces d'investissements et de partenariats dans les pays de la rive sud de la Méditerranée (Algérie, Autorité palestinienne, Egypte, Jordanie, Liban, Libye, Syrie, Tunisie, Turquie, Chypre, Malte et Maroc.....). Pour cette conférence de presse, la présentation sera réalisée en direct et simultanément de France et d'Algérie, via la plate-forme de webinaire www.anymeeting.com.

Source : http://www.l'expressiondz.com/autres/de_quoi_jme_mele/184682-une-conference-de-presse-on-line.html

	<i>Web</i>
	<i>19 November 2013</i>

Reprise des investissements dans le Sud après "deux années difficiles"

Les investissements étrangers dans la région Méditerranée sont à nouveau à la hausse en 2012, après une année 2011 morose, selon un bilan publié mardi par l'observatoire indépendant Anima-Mipo. Ce sont les pays émergents, notamment la Russie, la Chine et l'Inde, qui pour la première fois prennent la première place (28%) des investisseurs dans la région, détrônant ainsi "les investisseurs historiques" que sont les entreprises européennes, dont la part tombe désormais de 45% à 26%.

Après deux années particulièrement difficiles pour une Méditerranée prise en étau entre ses crises politiques et les crises économiques mondiales, 2012 se révèle être une excellente année pour la région en termes d'attraction des IDE", estime l'observatoire dans un rapport

Avec un total de 37 milliards d'euros d'IDE en 2012, soit une augmentation de 36%, "les pays MER (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, Turquie) renouent avec les niveaux atteints avant 2008 et la crise financière", note Anima-Mipo, qui relève que ces investissements concernent des projets plus importants (645 projets en 2012, 647 en 2011, contre 834 en 2010).

La hausse des investissements touche tous les pays de la zone, "à l'exception de la Syrie", souligne le rapport, qui précise qu'"Israël et la Turquie continuent d'affirmer leur leadership", enregistrant "la moitié des montants d'IDE de la région et près de 43% des projets annoncés". Le bilan pointe également le niveau quasi historique des investissements au Maghreb, avec quelque 9 milliards d'euros, dont la moitié pour l'Algérie. Les investisseurs étrangers se concentrent sur "les valeurs sûres que sont (...) l'énergie, la banque, les télécommunications et le BTP", souligne enfin l'observatoire.

Source : <http://provence-alpes.france3.fr/2013/11/19/reprise-des-investissements-dans-le-sud-apres-deux-annees-difficiles-360813.html>

	<p><i>Web</i></p> <p><i>20 November 2013</i></p>
---	--

L'Algérie a enregistré 2,2 milliards d'euros d'IDE au 1^{er} semestre 2013 (ANDI)

Le montant des investissements directs étrangers (IDE) enregistré par l'Algérie au cours du premier semestre 2013 a atteint 2,280 milliards d'euros, soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012, a indiqué mardi à Alger le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri.

Au total, 31 projets ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. Ces projets ont permis la création de 7.385 emplois, a souligné ce responsable au cours d'une conférence de presse sur les IDE, animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary. Selon les prévisions de l'ANDI, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, soit le même niveau attendu en 2014 en raison notamment de la mise en œuvre effective de "l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans diverses secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de Finances pour 2014", a fait savoir M. Mansouri.

Le Qatar, en tête des investisseurs étrangers en Algérie

La répartition des flux d'investissements étrangers par pays montre que le Qatar est en tête des investisseurs étrangers en Algérie avec 74,31% et un montant de 1,69 milliards d'euros en 2013, détrônant la France qui était en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros, selon les chiffres de l'ANDI. Par régions les pays arabes représentent plus de trois quarts des IDE en 2013, soit 78,45%, contre seulement 11,12% pour l'Europe alors que cette dernière était en tête des investissements directs en Algérie en 2012 (85,36%). L'Asie, dont les IDE étaient nuls en 2012 (0%) représente en 2013, 9,70%, ajoute cette source.

L'industrie domine les investissements

Par secteur d'activité, l'industrie arrive largement en tête des IDE durant le premier semestre 2013 (94,54%), suivie du tourisme (3,28%) et des services (1,39%). Environ 100.000 emplois ont été créés en Algérie grâce aux IDE, "ce qui a contribué sensiblement à la baisse de la facture d'importations, notamment dans le domaine des médicaments", a affirmé M. Mansouri. De son côté, M. Emmanuel Noutary a expliqué que les données recueillies par son institution indiquent que les IDE en Algérie ont été de 4,5 mds d'euros en 2012 alors que l'ANDI annonce 2,2 mds. Il justifie cet écart par des différences entre les méthodes de statistiques étant donné qu'Anima se base sur les déclarations de volonté d'investissement des chefs d'entreprises alors que l'Algérie prend en compte les intentions d'investissement validées par le gouvernement. M. Noutary estime que l'Algérie aurait pu attirer davantage d'investisseurs sans l'adoption de la règle 49/51 en 2009, qui "a été reçue de manière dramatique par le patronat européen" avant que ces derniers ne "s'adaptent" à la nouvelle législation et amorcent leur retour en 2012.

Source : <http://www.maghrebemergent.com/economie/algerie/item/31957-l-algerie-a-enregistre-2-2-milliards-d-euros-d-ide-au-1e-semestre-2013-andi.html>

	<i>Web</i>
	<i>20 November 2013</i>

Algeria: è boom investimenti stranieri

(ANSAMED) - TUNISI, 20 NOV - Nei primi sei mesi dell'anno gli investimenti diretti esteri registrati in Algeria sono stati pari a 2,280 miliardi di euro, cioè cinque volte più dell'insieme di quelli del 2012.

In totale, riferisce l'Aps, nei primi sei mesi del 2013 sono stati iscritti 31 progetti mentre in tutto il 2012 erano stati 17. Conseguenza concreta di tale incremento è stata la creazione di 7.385 posti di lavoro, ha detto, nel corso di una conferenza stampa, Emmanuel Noutary, delegato generale della rete Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée).

Alla fine dell'anno gli ide in Algeria potrebbero toccare i tre miliardi di euro, cos' come dovrebbe accadere nel 2014. (ANSAMED).

Source : http://ansamed.ansa.it/ansamed/it/notizie/stati/algeria/2013/11/20/Algeria-boom-investimenti-stranieri_9649553.html

Investissements étrangers en Algérie en 2013 2,28 milliards d'euros

Les investissements directs étrangers (IDE) en Algérie ont atteint plus de 2,28 milliards d'euros au cours du premier semestre de l'année 2013.

Pas moins de 31 projets ont été inscrits au niveau de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) en 2013. En 2012, le nombre de projets lancés en Algérie par des étrangers ne dépassait pas les 17.

D'après Abdelkrim Mansouri, directeur général de l'ANDI, l'Algérie a attiré, cette année, cinq fois plus d'investisseurs étrangers en comparaison avec l'année 2012. Le directeur général a révélé ces chiffres, notons-le, au cours d'une conférence de presse relative aux IDE animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary.

M. Mansouri a estimé, par ailleurs, que les IDE atteindront les 3 milliards d'euros d'ici la fin de l'année. Il a précisé que le secteur qui attire le plus les investisseurs étrangers est celui de l'industrie, suivi de celui du bâtiment et des travaux publics. Ce dernier secteur attire particulièrement les entreprises chinoises et arabes. Le directeur général de l'ANDI notera que le nombre d'investisseurs venus des pays arabes a augmenté particulièrement cette année en comparaison avec les investisseurs européens, tout particulièrement.

Source : http://www.leconews.com/fr/actualites/nationale/investissement/2-28-milliards-d-euros-20-11-2013-166199_360.php

L'ANDI annonce un boom des investissements étrangers en Algérie en 2013

Les statistiques sur l'investissement, et particulièrement l'investissement étranger, en Algérie communiquées régulièrement par l'ANDI ont pris un cours nettement triomphaliste depuis près de 18 mois.

Le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri vient de récidiver en annonçant hier que le montant des investissements directs étrangers (IDE) enregistré par l'Algérie au cours du premier semestre 2013 a atteint le montant record de 2,280 milliards d'euros, soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012. Au total, 31 projets ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. A peine inscrits ,ces projets ont déjà permis la création de 7.385 emplois, a précisé ce responsable au cours d'une conférence de presse sur les IDE animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary.

Des bilans fortement critiqués

Notons que de nombreux spécialistes critiquent fortement la méthodologie adoptée par l'Andi en soulignant qu'il s'agit seulement, ce que M.Mansouri omet régulièrement de préciser, d' « intentions d'investissement » ce qui explique le décalage constaté ces dernières années entre les investissements effectivement réalisés et les annonces de cette agence . Selon les prévisions de l'ANDI, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, en raison notamment de la mise en oeuvre effective de "l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans diverses secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de Finances pour 2014", a fait savoir M. Mansouri. "L'Algérie reçoit de plus en plus de projets d'investissements très conséquents par leur taille et leurs montants", a encore ajouté le DG de l'ANDI, soulignant que ces résultats sont le reflet des conditions d'attractivité réunies par l'Algérie, notamment la stabilité politique et institutionnelle, la stabilité et la solidité du cadre macro-économique, le renforcement des infrastructures de base ainsi que les aides publiques conséquentes accordées par le gouvernement comme le financement, les exonérations fiscales, douanières.

Source : <http://benchaida.wordpress.com/2013/11/20/landi-annonce-un-boom-des-investissements-etrangers-en-algerie-en-2013/>

2,280 milliards d'euros d'IDE en Algérie : Ils atteindront 3 milliards en 2014

Alors que le montant des investissements directs étrangers (IDE) enregistré par l'Algérie au cours du premier semestre 2013 a atteint 2,280 milliards d'euros, soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012, comme l'indique si bien le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri, selon les prévisions, ils atteindront 3 milliards d'euros en 2014. Ainsi et au cours d'une conférence de presse sur les IDE animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary, M. Mansouri a précisé qu'un total de 31 projets ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. Ces projets ont permis la création de 7.385 emplois.

Entre 2003 et 2013, quelque 100.000 emplois ont été créés en Algérie grâce aux IDE, "ce qui a contribué sensiblement à la baisse de la facture d'importations, notamment dans le domaine des médicaments", a affirmé M. Mansouri.

Quant à la répartition des flux d'investissements étrangers par pays, le Qatar vient en tête des investisseurs étrangers en Algérie avec 74,31% et un montant de 1,69 milliard d'euros en 2013, détrônant la France arrivée en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros, selon les chiffres de l'ANDI. Par régions les pays arabes représentent la majorité des IDE en 2013, soit 78,45%, contre seulement 11,12% pour l'Europe alors que cette dernière était en tête des investissements directs en Algérie en 2012 (85,36%).

L'Asie dont les IDE étaient nuls en 2012 (0%) représente en 2013, 9,70%, ajoute cette source.

Par secteur d'activité, l'industrie arrive largement en tête des IDE durant le premier semestre 2013 (94,54%), suivie du tourisme (3,28%) et des services (1,39%).

De son côté, M. Emmanuel Noutary a expliqué que les données recueillies par son institution indiquent que les IDE en Algérie ont été de 4,5 mds d'euros en 2012 alors que l'ANDI annonce 2,2 mds.

M. Noutary justifie d'ailleurs cet écart par des différences entre les méthodes de statistiques étant donné qu'Anima se base sur les déclarations de volonté d'investissement les chefs d'entreprises alors que l'Algérie prend en compte les intentions d'investissement validées par le gouvernement. Et le plus important c'est que selon les prévisions de l'ANDI, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, soit le même niveau attendu en 2014 en raison notamment de la mise en œuvre effective de "l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans divers secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de finances pour 2014", a indiqué M. Mansouri.

"L'Algérie reçoit de plus en plus de projets d'investissements très conséquents par leur taille et leurs montants", a encore ajouté le DG de l'ANDI, soulignant que ces résultats sont le reflet des conditions d'attractivité réunies par l'Algérie, notamment la stabilité politique et institutionnelle, la stabilité et la solidité du cadre macro-économique, le renforcement des infrastructures de base ainsi que les aides publiques conséquentes accordées par le gouvernement comme le financement, les exonérations fiscales et douanières. D'autre part, M. Noutary estime que l'Algérie aurait pu attirer davantage d'investisseurs sans l'adoption de la règle 49/51 en 2009 et qui "a été reçue de manière dramatique par le patronat européen" avant que ces derniers ne "s'adaptent" à la nouvelle législation et amorcent leur retour en 2012. Toutefois, l'Algérie ne parvient pas encore à accueillir autant de projets que les autres pays méditerranéens comme la Turquie qui accapare un tiers des IDE dans la région, a-t-il ajouté.

Le délégué général d'Anima constate aussi que l'Algérie, à l'instar des autres pays de la région, n'est plus une destination dans laquelle prédomine les investissements européens qui ont marqué un ralentissement suite à la crise financière de 2008.

Ils ne représentent plus que 45% des IDE en région méditerranéenne en 2012 pour être suivis par les investissements d'Amérique du Nord avec 23 % et du Golfe avec 12 % puis par la Chine et les pays émergents.

Toujours selon l'ANDI, l'Europe qui était en première position en 2012 avec 85% des investissements, a été supplantée en 2013 par les pays arabes avec un taux de 78%.

Enfin à noter qu'Anima a adopté un nouveau mécanisme dénommé Edile afin d'aider à l'orientation des investissements vers les besoins réels des pays sans focaliser sur les montants des projets mais en mettant plutôt l'accent sur d'autres aspects comme la création de l'emploi.

Source : http://www.lemaghreb.dz.com/?page=detail_actuelite&rubrique=Nation&id=60189

Méditerranée : hausse des IDE mais baisse relative de la part mondiale de cette zone (Anima-Mipo)

Les partenariats internationaux vers les pays méditerranéens « repartent à la hausse en 2012 », d'après le bilan 2012 de l'observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée Anima-Mipo. Toutefois, si les IDE annoncés se sont élevés à 37 milliards d'euros, représentant ainsi une croissance de 36 % en un an, la part de marché de la région méditerranéenne par rapport au reste du monde continue en réalité à diminuer, tempèrent les auteurs, qui citent la Cnuccd, selon laquelle elle aurait glissé de 3,3 % en 2008 à 2,6 % en 2012.

Deux pays se taillent la part du lion : Israël et Turquie, avec près de 50 %. Le Maghreb, avec 9 milliards d'euros, flirte aussi avec des pics historiques, grâce à l'Algérie (la moitié des IDE de la sous-région). Quant au Machrek, il fait aussi bien, l'Égypte enregistrant une hausse des projets annoncés, notamment en provenance du Golfe.

De façon générale, les États du Golfe font un retour remarqué dans la Méditerranée. Mais ce sont surtout les émergents, qui dépassent aujourd'hui les nations européennes, devenues plus prudentes depuis le début du printemps arabe.

Montée en puissance de la Russie, l'Inde et la Chine

Ainsi, en deux ans, la part européenne dans les IDE dans la zone méditerranéenne est tombée de 45 % à 26 % des montants investis dans la région et les Bric (Russie, Inde et Chine principalement) sont devenus en 2012 les premiers investisseurs du sud de la Méditerranée, avec un montant de 10,7 milliards d'euros, représentant 28 % des investissements annoncés).

Enfin, quatre secteurs représentent les deux tiers des investissements. Il s'agit de l'énergie, la banque, les télécommunications et le BTP.

Source : <http://www.lemoci.com/011-70881-Mediterranee-la-hausse-des-IDE-en-valeur-n-empêche-pas-une-baisse-relative-de-sa-part-mondiale.html>

	Web
	21 November

Les Arabes détrônent les Européens

Les investissements directs étrangers en Algérie s'améliorent. Le bilan de l'ANDI est formel. Le montant des IDE a atteint 2,280 milliards d'euros, soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012, selon le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri.

L'Algérie a bénéficié ainsi de 31 projets qui ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. Ces projets ont permis la création de 7.385 emplois, constate ce responsable au cours d'une conférence de presse sur les IDE animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary.

Concernant le classement de ces IDE, ce sont les pays arabes qui sont en pole position avec le Qatar en tête détrônant la France qui s'est distinguée en 2012 avec 321 millions d'euros. Le secteur de l'industrie reste dominant avec 94,54% des flux et le tourisme avec 3,28%. Un effort considéré comme louable avec une projection pour 3 milliards d'euros en 2013 en 2014. Le DG de l'ANDI a fait savoir que ces IDE expriment un climat d'affaires qui tend à s'améliorer s'ajoutant à «l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans diverses secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de Finances pour 2014».

Il s'agit aussi du résultat d'une politique d'attractivité des investissements étrangers en assurant selon le responsable de l'ANDI la stabilité politique et institutionnelle, la stabilité et la solidité du cadre macro-économique, le renforcement des infrastructures de base ainsi que les aides publiques conséquentes accordées par le gouvernement comme le financement, les exonérations fiscales et douanières. De plus, ces investissements se sont traduit par une incidence sur l'emploi.

Selon les estimations du DG de l'ANDI, il y a «entre 2003 et 2013, quelque 100.000 emplois ont été créés en Algérie grâce aux IDE, ce qui a contribué sensiblement à la baisse de la facture d'importations, notamment dans le domaine des médicaments». En effet, les spécialistes remarquent que le dernier lifting opéré dans le cadre des facilitations de l'investissement a été d'alléger au maximum les procédures administratives, la récupération du foncier pour les besoins industriels et la mise en place d'un partenariat équitable avec l'institution de la règle 49/51.

Malgré ces efforts, le responsable du réseau Anima a expliqué que «l'Algérie ne parvient pas encore à accueillir autant de projets que les autres pays méditerranéens comme la Turquie qui accapare un tiers des IDE dans la région». Pour raison de crise, les Européens ne considèrent pas l'Algérie comme une destination préférée pour leurs investissements. Ce qui, de l'avis d'Emmanuel Noutary, ne représentent que 45% des investissements européens en 2012 suivis des pays du Golfe à 12%.

Source : http://www.lemidi-dz.com/index.php?operation=voir_article&date_article=2013-11-21&id_article=evenement@art6@2013-11-21

	<p><i>Web</i></p> <p><i>21 November 2013</i></p>
---	--

L'Algérie a enregistré 2,2 milliards d'euros d'IDE au 1er semestre 2013

LE MONTANT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) ENREGISTRÉ PAR L'ALGÉRIE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2013 A ATTEINT LE MONTANT RECORD DE 2,280 MILLIARDS D'EUROS, SOIT CINQ FOIS PLUS QUE POUR L'ENSEMBLE DE L'ANNÉE 2012, A RÉCIDIVÉ LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ANDI, ABDELKRIM MANSOURI.

Au total, 31 projets ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. A peine inscrits, ces projets ont déjà permis la création de 7 385 emplois, a précisé ce responsable au cours d'une conférence de presse sur les IDE, animée par le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary. Notons que de nombreux spécialistes critiquent fortement la méthodologie adoptée par l'Andi en soulignant qu'il s'agit seulement, ce que M.Mansouri omet régulièrement de préciser, d'« intentions d'investissement ce qui explique le décalage constaté ces dernières années entre les investissements effectivement réalisés et les annonces de cette agence. Selon les prévisions de l'Andi, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, en raison notamment de la mise en œuvre effective de «l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans divers secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de finances pour 2014», a fait savoir M. Mansouri. Entre 2003 et 2013, quelque 100 000 emplois ont été créés en Algérie grâce aux IDE, «ce qui a contribué sensiblement à la baisse de la facture d'importations, notamment dans le domaine des médicaments», a affirmé M. Mansouri. «L'Algérie reçoit de plus en plus de projets d'investissements très conséquents par leur taille et leurs montants», a témoigné, le DG de l'Andi, soulignant que ces résultats sont le reflet des conditions d'attractivité réunies par l'Algérie, notamment la stabilité politique et institutionnelle, la stabilité et la solidité du cadre macro-économique, le renforcement des infrastructures de base ainsi que les aides publiques conséquentes accordées par le gouvernement comme le financement, les exonérations fiscales et douanières. La répartition des flux d'investissements étrangers par pays montre que le Qatar est en tête des investisseurs étrangers en Algérie avec 74,31% et un montant de 1,69 milliard d'euros en 2013, détrônant la France qui était en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros, selon les chiffres de l'Andi. Par régions, les pays arabes représentent plus de trois quarts des IDE en 2013, soit 78,45%, contre seulement 11,12% pour l'Europe alors que cette dernière était en tête des investissements directs en Algérie en 2012 (85,36%). L'Asie, dont les IDE étaient nuls en 2012 (0%) représente en 2013, 9,70%, ajoute cette source. Le délégué général d'Anima constate aussi que l'Algérie, à l'instar des autres pays de la région, n'est plus une destination dans laquelle prédominent les investissements européens qui ont marqué un ralentissement suite à la crise financière de 2008. Ils ne représentent plus que 45% des IDE en région méditerranéenne en 2012 pour être suivis par les investissements d'Amérique du Nord avec 23% et du Golfe avec 12% puis par la Chine et les pays émergents. Ce constat est confirmé par les données de l'Andi selon lesquelles les investissements qataris ont prédominé en Algérie en 2012.

Source : <http://www.lnr-dz.com/index.php?page=details&id=29422>

IDE

Le Qatar en tête en Algérie

L'Algérie a enregistré un montant de 2,280 milliards d'euros d'investissements directs étrangers (IDE) au cours du premier semestre 2013. Soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012, a indiqué, avant-hier, le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri, au cours d'une conférence de presse sur les IDE animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary. Le même responsable a affirmé que ces projets ont généré pas moins de 7 385 emplois. Ainsi, selon les prévisions de l'ANDI, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, soit le même niveau attendu en 2014 en raison notamment de la mise en œuvre effective de «l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans divers secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la Loi de finances pour 2014», a fait savoir Mansouri. La répartition des flux d'investissements étrangers par pays montre que le Qatar, est en tête des investisseurs étrangers en Algérie avec 74,31% et un montant

de 1,69 milliards d'euros en 2013, détrônant la France arrivée en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros, selon les chiffres de l'ANDI. En effet, quelque 100 000 emplois ont été créés en Algérie grâce aux IDE, entre 2003 et 2013, ce qui a contribué sensiblement à la baisse de la facture d'importations, notamment dans le domaine des médicaments », a affirmé Mansouri. De son côté, le délégué général d'Anima, Emmanuel Noutary a expliqué, de son côté, que les données recueillies par son institution indiquent que les IDE en Algérie ont été de 4,5 mds d'euros en 2012 alors que l'ANDI annonce 2,2 mds. Il justifie cet écart par des différences entre les méthodes de statistiques étant donné qu'Anima se base sur les déclarations de volonté d'investissement des chefs d'entreprises alors que l'Algérie prend en compte les intentions d'investissement validées par le gouvernement. Noutary constate aussi que l'Algérie, à l'instar des autres pays de la région, n'est plus une destination dans laquelle prédominent les investissements européens qui ont marqué un ralentissement suite à la crise financière de 2008. Ils ne représentent plus que 45% des IDE en région méditerranéenne en 2012 pour être suivis par les investissements d'Amérique du Nord avec 23 % et du Golfe avec 12 % puis par la

Chine et les pays émergents. Ce constat est confirmé par les données de l'ANDI selon lesquelles les investissements qataris ont prédominé en Algérie en 2012. À propos du classement de l'Algérie par le rapport Doing business et ses éventuelles répercussions sur l'attractivité du pays, Noutary a dit que «les investisseurs ne regardent pas beaucoup» ce genre de documents dont les indications «peuvent être déformées et subjectives». Néanmoins, il précise qu'il est important de disposer d'un

bon classement qui peut être amélioré sans nouveaux règlements, mais grâce à un dialogue et une capacité d'expliquer les conditions d'accueil des IDE dans le pays. D'ailleurs, Anima a adopté un nouveau mécanisme dénommé Edile afin d'aider à l'orientation des investissements vers les besoins réels des pays sans focaliser sur les montants des projets mais en mettant plutôt l'accent sur d'autres aspects comme la création de l'emploi.

Faïza Houal et agence

Source : <http://lecourrier-dalgerie.com/wp-content/uploads/2013/11/Le-Courrier-dAlgérie-du-jeudi-21-novembre-2013.pdf>

IDE

2013, l'année de la reprise

Le montant des Investissements directs étrangers enregistré par l'Algérie au cours du premier semestre 2013 a atteint 2,280 milliards d'euros, soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012, a indiqué le directeur général de l'Andi, Abdelkrim Mansouri. Entre 2003 et 2013, quelque 100.000 emplois ont été créés en Algérie grâce aux IDE, « ce qui a contribué sensiblement à la baisse de la facture d'importations, notamment dans le domaine des médicaments », a affirmé M. Mansouri.

Au total, 31 projets ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. Ces projets ont permis la création de 7 385 emplois, a souligné ce responsable au cours d'une conférence de presse sur les IDE animée avec le délégué général du réseau Anima

(Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary.

Selon les prévisions de l'Andi, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, soit le même niveau attendu en 2014 en raison notamment de la mise en œuvre effective de « l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans divers secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de Finances pour 2014 », a fait savoir M. Mansouri.

« L'Algérie reçoit de plus en plus de projets d'investissements très conséquents par leur taille et leur montant », a

encore ajouté le DG de l'Andi, soulignant que ces résultats sont le reflet des conditions d'attractivité réunies par l'Algérie, notamment la stabilité politique et institutionnelle, la stabilité et la solidité du cadre macro-économique, le renforcement des infrastructures de base ainsi que les aides publiques conséquentes accordées par le gouvernement comme le financement, les exonérations fiscales et douanières.

La répartition des flux d'investissements étrangers par pays montre que le Qatar est en tête des investisseurs étrangers en Algérie avec 74,31% et un montant de 1,69 milliard d'euros en 2013, détrônant la France arrivée en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros, selon les chiffres de l'ANDI.

B. Mohamed

Les pays émergents investissent en Méditerranée

« Après deux années particulièrement difficiles pour une Méditerranée prise en étau entre ses crises politiques et les crises économiques mondiales, 2012 s'est révélée être une excellente année pour la région en termes d'attraction des investissements directs étrangers (IDE) ». Tel est le constat principal du bilan publié par l'observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée Anima-MIPO. « Avec 37 milliards d'euros d'IDE annoncés en 2012 (+ 36 % par rapport à 2011), les pays Med (les 9 partenaires du Sud, plus la Libye et la Turquie) renouent avec les niveaux atteints avant 2008 et la crise financière », indique le rapport. Ces chiffres, relativement bons si l'on considère le contexte politique et économique exceptionnel, sont cependant à relativiser selon Anima-MIPO. En réalité, la part de marché de la région Med par rapport au reste du monde en matière d'IDE continue à diminuer et serait passée selon la Cnuced de 3,3 % en 2008 à 2,6 % en 2012. Plus en détail, tous les pays, à l'exception de la Syrie, enregistrent des résultats en hausse par rapport à 2011, notamment grâce à quelques spectaculaires transactions annoncées en Algérie, en Égypte et en Turquie. Israël et la Turquie continuent d'affirmer leur leadership : ces deux pays pèsent en réalité pour la moitié des montants d'IDE de la région et près de 43 % des projets annoncés. Avec près de 9 milliards d'euros annoncés, le Maghreb flirte avec ses plus hauts niveaux historiques, en particulier grâce aux bons chiffres de l'Algérie, qui compte pour plus de la moitié des annonces de la région. Le Machrek regagne également du terrain, avec des intentions d'investissement équivalentes en montant à celles du Maghreb. Cette région encore tourmentée est principalement tirée par l'Égypte, qui enregistre des intentions d'investissement en hausse, et ceci notamment grâce à la reprise des grands projets initiés par le Golfe.

Les investisseurs européens reculent

2012 marque également le retour sur le devant de la scène des investissements « traditionnels » en Méditerranée avec une préférence marquée des investisseurs pour les valeurs sûres que sont depuis 2003 l'énergie, la banque, les télécommunications et le BTP. Ces secteurs totalisent à eux quatre deux tiers des montants d'IDE annoncés. Les transitions semblent en revanche avoir conduit à une redistribution des sources d'investissement. Depuis le printemps arabe, les entreprises européennes (investisseurs historiques dans la région) s'avèrent en effet battre en retraite, au profit de celles des pays émergents qui s'intéressent chaque jour davantage au potentiel de la région. En deux ans, les Européens sont ainsi passés de 45 à 26 % des montants investis dans la région, cédant leur leadership aux BRIC (Russie, Inde et Chine principalement) qui deviennent en 2012 les premiers investisseurs du sud de la Méditerranée (10,7 milliards d'euros soit 28 % des investissements annoncés). Le Golfe amorce quant à lui un retour remarqué (les investisseurs du Golfe sont au coude-à-coude avec l'Europe avec plus de 9 milliards d'euros investis), avec une reprise spectaculaire des grands projets immobiliers et bancaires, mis en suspens depuis 2008, et une volonté affichée de soutenir les nouveaux gouvernements en place. « Au moment où les entreprises européennes cherchent un second souffle, et alors que le continent africain est appelé à devenir le futur relais de croissance du monde, cette retraite européenne ne serait-elle pas une erreur stratégique ? » se demande le rapport de Anima-MIPO. « Car finalement, les avantages comparatifs du sud de la Méditerranée, qui prévalaient avant les changements politiques, sont toujours d'actualité dans une région encore en quête d'un nouveau modèle de développement économique », conclut le rapport.

Source : <http://www.lorientlejour.com/article/843986/les-pays-emergents-investissent-en-mediterranee.html>

L'Algérie rayonne selon Anima-Mipo

Les IDE résistent en 2012 malgré une conjoncture difficile. Tous les pays du sud enregistrent une augmentation des annonces d'investissements directs à l'étranger, à l'exception de la Syrie, selon le rapport annuel Anima-Mipo faisant le bilan de l'attractivité des pays du sud de la Méditerranée en 2012.

Le document note que l'Algérie rayonne. L'année 2012 est une année record, les investisseurs se seraient adaptés à la règle de limitation de la part du capital à 49%. Selon Anima, les annonces s'élèvent en 2012 à 4,5 mrds euros grâce aux projets du Qatar qui devrait supplanter la France et devenir le 1er investisseur en 2013. En Tunisie (1,5 mrd) et au Maroc (2,3 mrds), les gros projets dominent.

Etabli grâce à l'Observatoire des investissements étrangers en Méditerranée et des partenariats (la base Mipo) créés en 2003, cette étude évalue le nombre et le montant des annonces d'IDE (Investissements directs à l'étranger) dans onze pays du sud (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie et Turquie). D'une manière générale, le rapport note une « bonne résistance des investissements dans la région, considérant la difficile conjoncture économique et politique ». Après une baisse en 2011, les annonces d'investissement reprennent en 2012 : « c'est la quatrième meilleure année de la dernière décennie », souligne-t-il, avec une augmentation des montants des projets de 36% en 2012 par rapport à 2011, à 37 mrds?. Le nombre de projets diminue cependant de 24% par rapport à l'année précédente, à 645 projets identifiés. Parmi les principaux secteurs, le BTP augmente de 80% et le tourisme de 60%. L'aéronautique et l'automobile concentrent à eux seuls 2 mrds€ d'investissements pour 53 projets, principalement en Turquie, au Maroc et en Algérie. Les projets d'IDE dans le secteur des logiciels, de la santé et des biotechnologies augmentent progressivement depuis deux ans, tout comme celui de l'énergie. Seul le secteur agroalimentaire « ne tient pas ses promesses et diminue cette année », note le délégué général. Le Maghreb « fait de très bons chiffres par rapport au Mackrek (l'Orient arabe), même si ce dernier regagne du terrain », souligne le rapport. Les partenariats d'entreprise suivent une tendance positive, en particulier pour les investissements européens, reflet de l'intérêt mais aussi de la friilosité des entreprises étrangères à investir dans ces pays. Ces franchises, accords commerciaux, de distribution et de développement, comptabilisent 505 projets, sur les 645 projets d'IDE annoncés en 2012. Bien que les chiffres de l'investissement en Libye restent « très bas » soit environ 670 M€, les partenariats dans le pays se portent bien.

Source : <http://www.algerienews.info/lalgerie-rayonne-selon-anima-mipo/>

Le Maroc a pu capter 120 projets en 2012

Le Maroc se place en bonne position dans le pourtour méditerranéen en termes d'attrait d'investissements directs étrangers (IDE) en 2012, selon le dernier rapport de l'observatoire Anima-MIPO. Intitulé «les pays émergents investissent la Méditerranée», le rapport qui dresse un bilan 2012 de l'attractivité des pays méditerranéens en matière d'IDE classe le Maroc en 5e position avec des flux d'IDE de 2,33 milliards d'euros, derrière notamment l'Algérie (4,49 milliards), l'Égypte (7,68) et la Turquie (12,7). Le montant des flux d'IDE au Maroc annoncé par Anima est en hausse par rapport à celui annoncé récemment par la Cnuced (2,2 milliards d'euros). Explication : «Il s'agit des investissements annoncés l'année où le promoteur du projet médiatise ou valide le projet, lequel sera réalisé cette même année ou les années suivantes», précise Anima. Ainsi, de 2003 à 2012, le Maroc a pu attirer 25,2 milliards d'euros d'IDE annoncés dans la région, loin derrière la Turquie (105,18 milliards d'euros). La Turquie reste, en effet, le leader incontesté de la région. Le pays attire en 2012 près d'un tiers des investissements étrangers destinés aux pays de la région. Par ailleurs, le pays renforce de surcroît son influence économique sur les pays sud-méditerranéens, les investisseurs turcs y ayant annoncé 10 projets d'IDE en 2012, dont 2 au Maroc.

Au niveau de l'Afrique du Nord, «avec près de 9 milliards d'euros d'IDE annoncés, le Maghreb flirte avec ses plus hauts niveaux historiques, en particulier grâce aux bons chiffres de l'Algérie, qui pèse pour plus de la moitié du total», note Anima. De leur côté, le Maroc et la Tunisie attirent respectivement 120 et 74 projets en 2012 sur les 645 projets de la région, «des niveaux parmi les plus élevés de la décennie», tient à rappeler le rapport. L'augmentation des montants annoncés souligne donc une reprise des projets de grande ampleur (36 millions d'euros en moyenne pour un projet d'IDE en 2012 contre 17 millions en 2011). «Le Maroc affiche un résultat plus que satisfaisant, avec des intentions d'investissement qui doublent entre 2011 et 2012 (en montants) et un nombre de projets qui se stabilise au-dessus de la centaine. Fortement affecté par la crise de l'euro (75% des investisseurs étrangers sont européens), le pays avait enregistré une baisse continue des intentions d'investissement depuis 2009. Il récupère ainsi en 2012 les niveaux d'annonces de 2008», déclare Anima.

Par secteur, le Maroc poursuit résolument son développement dans les secteurs aéronautique et automobile. Les sous-traitants et équipementiers continuent d'affluer, au rythme d'une vingtaine d'annonces d'implantation par an depuis 2011, dans les zones franches de Tanger, Kénitra, Nouaceur ou près de Casablanca. Les IDE sont également en forte croissance dans l'énergie. La plus grande centrale CSP du monde a été attribuée en septembre 2012 au saoudien Acwa et les premiers projets éoliens ont été remportés par GDF Suez (Tarfaya), Mistsui & EDF (Taza). Par ailleurs, le secteur banque, assurances et autres services financiers a pu capter 474 millions d'euros d'investissements. Suivent les secteurs du tourisme et restauration (69 millions d'euros) et le BTP, immobilier et infrastructures (66 millions d'euros).

Si l'année 2012 a été un bon cru pour le Maroc en termes d'attrait d'IDE, cela a pu être réalisé grâce à une stratégie de promotion agressive de l'Agence marocaine de développement des investissements (AMDI), selon Anima. Ainsi, il y a eu l'intégration de nouveaux secteurs prioritaires de développement dans la stratégie de promotion des IDE de l'AMDI (produits pharmaceutiques, chimie, métaux et industries de l'acier). Il y a eu également l'adoption d'une stratégie d'attraction des investisseurs de nouveaux pays, en ouvrant des bureaux de représentation à New York et Abu Dhabi. Enfin, l'AMDI a développé un service d'after care, afin d'encourager le réinvestissement des entreprises étrangères déjà établies dans le pays. Des efforts de promotion ont donné leurs fruits, «puisque le

Maroc a été classé en 2012 par FDI Intelligence, deuxième pays africain le plus attractif économiquement après l'Afrique du Sud», rappelle Anima.

Les 3 plus grosses annonces d'IDE en 2012

La palme du plus gros investissement en 2012 revient au groupe saoudien Acwa. Ce dernier a remporté un contrat pour la construction de la centrale thermosolaire de 160 MW à Ouarzazate. Montant de l'opération : 618,5 millions d'euros. La 2e place revient à la prise de participation de Danone à 67% dans la Centrale Laitière pour 550 millions d'euros. Enfin, la 3e plus grosse opération concerne GDF Suez/International Power. Le groupe français construit une centrale éolienne de 300 MW à Tafaya via TAREC, sa joint-venture avec le groupe marocain Nareva. Le montant de l'opération représente 179 millions d'euros.

Source : http://www.lematin.ma/journal/investissements-directs-etranagers_le-maroc-a-pu-capter-120-projets-en-2012/191697.html

Nel 2012 riprendono gli IDE nella sponda sud del Mediterraneo

Secondo il recente rapporto annuale del Mediterranean Investment and Partnership Observatory (ANIMA-MIPO), nel 2012 - malgrado una difficile congiuntura - sono aumentati gli investimenti diretti esteri (IDE) nei Paesi meridionali del Mediterraneo.

Il Report misura l'attrattività dei seguenti Paesi del Mediterraneo: Algeria, Egitto, Israele, Giordania, Libano, Libia, Marocco, Autorità Palestinese, Siria, Tunisia e Turchia.

Emmanuel Noutary, direttore generale di Anima Investment Network, ha così commentato i risultati: "Si nota una certa tenuta degli investimenti nell'area, malgrado la difficile congiuntura economica e politica. Dopo la riduzione registrata nel 2011, lo scorso anno gli IDE (645 i progetti presi in considerazione dagli analisti) sono cresciuti del 36% e hanno raggiunto i 37 miliardi di euro". I Paesi MED raggiungono così i livelli pre-crisi del 2008.

Questi dati, relativamente buoni in considerazione del difficile contesto politico e economico, devono però essere presi con cautela: secondo l'UNCTAD la quota di mercato degli IDE globali della regione MED è scesa dal 3,3% del 2008 al 2,6% nel 2012.

L'Europa sta drammaticamente perdendo peso nell'area (la sua quota di IDE si è progressivamente ridotta in soli due anni dal 45% al 26%), mentre cresce la presenza dei Paesi Brics al 28% (per la prima volta, nel 2012, rappresentano la principale fonte di investimenti esteri nell'area) e dei Paesi del Golfo.

Quattro settori, nel 2012, hanno attratto circa i due terzi degli investimenti esteri: banche, energia, edilizia e telecomunicazioni. Atteso un aumento degli investimenti nel turismo, nel software, nell'automotive e aeronautico e nelle biotecnologie. In flessione invece gli investimenti nell'agroindustriale.

L'Algeria, che ha mantenuto una certa stabilità politica e istituzionale e una buona dotazione infrastrutturale di base, ha archiviato il 2012 con risultati record. Gli investitori stranieri sembrano essersi adattati alla regola che limita al 49% la loro partecipazione al capitale sociale di un'azienda algerina. Particolarmente attivo il Qatar destinato a diventare nel 2013 il principale Paese investitore in Algeria (primato finora detenuto dalla Francia).

Israele e Turchia consolidano la loro leadership e attraggono, nel 2012, circa la metà degli IDE dell'area. Libano e Egitto, malgrado la difficile situazione politica, chiudono il 2012 con IDE in crescita.

Crescono soprattutto gli accordi tra imprese (franchising, accordi commerciali e di distribuzione). Circa un terzo delle partnership prevedono l'apertura di una filiale. Gli scambi di tecnologia rappresentano invece solo il 7% del totale.

Source : <http://www.newsmercati.com/Article/Archive?ida=8029&idn=169&idi=-1&idu=-1>

<p>LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER</p> <h1>LIBERTE</h1> <p>QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION</p>	<p>Web</p> <p>24 November 2013</p>
--	------------------------------------

Un léger rebond en 2012

C'est ce qui ressort du bilan établi par l'Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée.

“Après deux années consécutives particulièrement mornes pour les investissements directs étrangers (IDE) en Algérie, quelques grandes annonces d'investissement ont permis au pays de redresser la barre en 2012”, souligne le bilan 2012 de l'Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée, Anima-Mipo. “L'acquisition quasi totale de Wataniya Télécom par le qatari Qtel pour un montant annoncé de 1,5 milliard d'euros et le rachat, pour un montant similaire, des activités pétrolières de ConocoPhillips par l'Indonésien Pertamina ont largement gonflé le montant des annonces d'investissement retenu en 2012, qui dépasse, pour la première fois, les niveaux enregistrés depuis l'adoption de la nouvelle loi de finances en 2009”, indique le rapport. “Ces deux projets exclus, le montant des investissements reste stable pour un nombre de projets en hausse (+46%)”, indique l'étude. L'année 2012 se caractérise également pour l'Algérie, constate Anima, par une nette percée des annonces d'investissement dans le secteur automobile (7 projets), à commencer par la conclusion, après 3 ans de négociations, du projet d'usine Renault à Oran, qui, mené en partenariat avec l'État algérien via le FNI et la SNVI, devrait permettre, à terme, la création de plus de 7 000 emplois et l'arrivée sur le marché d'un certain nombre de sous-traitants. Par ailleurs, la poursuite des vastes projets d'infrastructures prévus dans le cadre du plan quinquennal 2010/2014 continue de susciter l'intérêt des multinationales étrangères, notamment dans le domaine ferroviaire (RATP, Alstom). Les investisseurs semblent s'être adaptés au principe du 49-51%, qui oblige les étrangers à inclure des partenaires algériens dans leur projet d'investissement à hauteur de 51% et avait fortement déstabilisé les entreprises étrangères lors de son introduction. Anima annonce que l'Algérie a enregistré des intentions d'investissement de près de 4,5 milliards d'euros en 2012. Le délégué général du réseau Anima justifie l'écart entre les chiffres énoncés par son institution et ceux de l'Andi (420 millions d'euros) par des différences entre les méthodes de statistique, étant donné qu'Anima se base sur les déclarations de volonté d'investissement des chefs d'entreprise, alors que l'Algérie prend en compte les intentions d'investissement validées par le gouvernement.

“De timides efforts” en matière de stratégie de promotion

En matière de stratégie de promotion, le document évoque “de timides efforts”. “Sans rigoureusement modifier son contraignant code de l'investissement, l'Algérie a mis en place une série de mesures visant à améliorer les conditions générales liées aux investissements étrangers”, rapporte le document. Anima cite, entre autres, la création par le Premier ministre d'un comité spécifique chargé d'évaluer l'environnement des affaires, de communiquer auprès des organisations internationales et d'identifier les changements administratifs nécessaires pour mieux promouvoir la création d'entreprises, les IDE et le soutien aux PME. Il relève la mise en place de réformes pour faciliter la création d'entreprises et améliorer le cadre dans lequel celles-ci exercent leur activité, tels la révision du code du commerce, la simplification des procédures d'obtention du registre du commerce ou de l'accès au foncier et l'allègement de la fiscalité des entreprises. L'étude souligne, aussi, le relèvement de 5 à

15 millions d'euros du plafond à partir duquel les projets d'investissement doivent être approuvés par un comité national (LF 2013).

L'Algérie s'attend à finir l'année 2013 avec environ 3 milliards d'euros d'investissements directs étrangers

Selon des statistiques d'Andi, au 1er semestre 2013, l'Algérie a enregistré 31 projets d'investissement impliquant les étrangers, pour un montant global de 2,280 milliards d'euros. Ces projets devraient générer 7 385 emplois. L'Algérie s'attend à finir l'année 2013 avec environ 3 milliards d'euros d'investissements directs étrangers. "Le même niveau sera attendu en 2014", prévoit l'Andi, évoquant la mise en œuvre effective de "l'ambition industrielle, plusieurs projets en cours de négociation, notamment dans le textile et la sidérurgie, le lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec des étrangers dans diverses filières industrielles et, enfin, la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de finances 2014. La répartition des flux d'investissements étrangers par région fait ressortir que l'Europe est en pôle position (85,36%) en 2012, rattrapée par les pays arabes en 2013 avec 78,45%. Les flux d'investissements étrangers proviennent de 18 pays en 2013 contre 7 en 2012. La répartition des flux d'investissements étrangers par pays montre que le Qatar est en tête des investisseurs étrangers en Algérie avec 74,31% et un montant de 1,698 milliard d'euros en 2013, détrônant la France arrivée en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros". Un document de la mission économique de l'ambassade de France, citant des données de la Banque de France, indique que les investissements directs français en Algérie se sont établis à 211 millions d'euros en 2012, contre 241 millions d'euros en 2011 et 210 millions d'euros en 2010.

Source : <http://www.liberte-algerie.com/actualite/un-leger-rebond-en-2012-investissements-directs-etrangeurs-en-algerie-210905>

L'ANDI annonce un boom des investissements étrangers en Algérie en 2013

Les statistiques sur l'investissement, et particulièrement l'investissement étranger, en Algérie communiquées régulièrement par l'ANDI ont pris un cours nettement triomphaliste depuis près de 18 mois.

Le directeur général de l'ANDI, Abdelkrim Mansouri vient de récidiver en annonçant hier que le montant des investissements directs étrangers (IDE) enregistré par l'Algérie au cours du premier semestre 2013 a atteint le montant record de 2,280 milliards d'euros, soit cinq fois plus que pour l'ensemble de l'année 2012. Au total, 31 projets ont été inscrits durant les six premiers mois de 2013 contre 17 en 2012. A peine inscrits, ces projets ont déjà permis la création de 7.385 emplois, a précisé ce responsable au cours d'une conférence de presse sur les IDE animée avec le délégué général du réseau Anima (Associations des agences d'investissement de la Méditerranée), Emmanuel Noutary.

Des bilans fortement critiqués

Notons que de nombreux spécialistes critiquent fortement la méthodologie adoptée par l'Andi en soulignant qu'il s'agit seulement, ce que M.Mansouri omet régulièrement de préciser, d' « intentions d'investissement » ce qui explique le décalage constaté ces dernières années entre les investissements effectivement réalisés et les annonces de cette agence .

Selon les prévisions de l'ANDI, les IDE atteindront 3 milliards d'euros en 2013, en raison notamment de la mise en oeuvre effective de "l'ambition industrielle, du lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec les entreprises étrangères dans diverses secteurs industriels, et de la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de Finances pour 2014", a fait savoir M. Mansouri.

"L'Algérie reçoit de plus en plus de projets d'investissements très conséquents par leur taille et leurs montants", a encore ajouté le DG de l'ANDI, soulignant que ces résultats sont le reflet des conditions d'attractivité réunies par l'Algérie, notamment la stabilité politique et institutionnelle, la stabilité et la solidité du cadre macro-économique, le renforcement des infrastructures de base ainsi que les aides publiques conséquentes accordées par le gouvernement comme le financement, les exonérations fiscales, douanières.

Source : <http://www.algerie-focus.com/blog/2013/11/landi-annonce-un-boom-des-investissements-etrangers-en-algerie-en-2013/>

	<i>Web</i>
	<i>29, November 2013</i>

Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée

C'est ce qui ressort du bilan établi par l'Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée. "Après deux années consécutives particulièrement mornes pour les investissements directs étrangers (IDE) en Algérie, quelques grandes annonces d'investissement ont permis au pays de redresser la barre en 2012", souligne le bilan 2012 de l'Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée, Anima-Mipo. "L'acquisition quasi totale de Wataniya Télécom par le qatari Qtel pour un montant annoncé de 1,5 milliard d'euros et le rachat, pour un montant similaire, des activités pétrolières de ConocoPhillips par l'Indonésien Pertamina ont largement gonflé le montant des annonces d'investissement retenu en 2012, qui dépasse, pour la première fois, les niveaux enregistrés depuis l'adoption de la nouvelle loi de finances en 2009", indique le rapport. "Ces deux projets exclus, le montant des investissements reste stable pour un nombre de projets en hausse (+46%)", indique l'étude. L'année 2012 se caractérise également pour l'Algérie, constate Anima, par une nette percée des annonces d'investissement dans le secteur automobile (7 projets), à commencer par la conclusion, après 3 ans de négociations, du projet d'usine Renault à Oran, qui, mené en partenariat avec l'État algérien via le FNI et la SNVI, devrait permettre, à terme, la création de plus de 7 000 emplois et l'arrivée sur le marché d'un certain nombre de sous-traitants. Par ailleurs, la poursuite des vastes projets d'infrastructures prévus dans le cadre du plan quinquennal 2010/2014 continue de susciter l'intérêt des multinationales étrangères, notamment dans le domaine ferroviaire (RATP, Alstom). Les investisseurs semblent s'être adaptés au principe du 49-51%, qui oblige les étrangers à inclure des partenaires algériens dans leur projet d'investissement à hauteur de 51% et avait fortement déstabilisé les entreprises étrangères lors de son introduction. Anima annonce que l'Algérie a enregistré des intentions d'investissement de près de 4,5 milliards d'euros en 2012. Le délégué général du réseau Anima justifie l'écart entre les chiffres énoncés par son institution et ceux de l'Andi (420 millions d'euros) par des différences entre les méthodes de statistique, étant donné qu'Anima se base sur les déclarations de volonté d'investissement des chefs d'entreprise, alors que l'Algérie prend en compte les intentions d'investissement validées par le gouvernement.

"De timides efforts" en matière de stratégie de promotion

En matière de stratégie de promotion, le document évoque "de timides efforts". "Sans rigoureusement modifier son contraignant code de l'investissement, l'Algérie a mis en place une série de mesures visant à améliorer les conditions générales liées aux investissements étrangers", rapporte le document. Anima cite, entre autres, la création par le Premier ministre d'un comité spécifique chargé d'évaluer l'environnement des affaires, de communiquer auprès des organisations internationales et d'identifier les changements administratifs nécessaires pour mieux promouvoir la création d'entreprises, les IDE et le soutien aux PME. Il relève la mise en place de réformes pour faciliter la création d'entreprises et améliorer le cadre dans lequel celles-ci exercent leur activité, tels la révision du code du commerce, la simplification des procédures d'obtention du registre du commerce ou de l'accès au foncier et l'allègement de la fiscalité des entreprises. L'étude souligne, aussi, le relèvement de 5 à 15 millions d'euros du plafond à partir duquel les projets d'investissement doivent être approuvés par un comité national (LF 2013).

L'Algérie s'attend à finir l'année 2013 avec environ 3 milliards d'euros d'investissements directs étrangers

Selon des statistiques d'Andi, au 1er semestre 2013, l'Algérie a enregistré 31 projets d'investissement impliquant les étrangers, pour un montant global de 2,280 milliards d'euros. Ces projets devraient générer 7 385 emplois. L'Algérie s'attend à finir l'année 2013 avec environ 3 milliards d'euros d'investissements directs étrangers. "Le même niveau sera attendu en 2014", prévoit l'Andi, évoquant la mise en œuvre effective de "l'ambition industrielle, plusieurs projets en cours de négociation, notamment dans le textile et la sidérurgie, le lancement en 2014 des programmes de développement des entreprises publiques en partenariat avec des étrangers dans diverses filières industrielles et, enfin, la poursuite du processus de facilitation et de simplification de l'acte d'investir, notamment par des mesures d'encouragement prévues dans la loi de finances 2014. La répartition des flux d'investissements étrangers par région fait ressortir que l'Europe est en tête position (85,36%) en 2012, rattrapée par les pays arabes en 2013 avec 78,45%. Les flux d'investissements étrangers proviennent de 18 pays en 2013 contre 7 en 2012. La répartition des flux d'investissements étrangers par pays montre que le Qatar est en tête des investisseurs étrangers en Algérie avec 74,31% et un montant de 1,698 milliard d'euros en 2013, détrônant la France arrivée en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros". Un document de la mission économique de l'ambassade de France, citant des données de la Banque de France, indique que les investissements directs français en Algérie se sont établis à 211 millions d'euros en 2012, contre 241 millions d'euros en 2011 et 210 millions d'euros en 2010.

Source : <http://www.amaziqhs.fr/business/observatoire-des-investissements-et-partenariats-en-mediterranee/>

LACTIMED

Institut Euromed	

Protéger les saveurs de la Méditerranée : le cas des produits laitiers

Le projet financé par l'UE pour la promotion de produits laitiers méditerranéens typiques et innovants participe à l'événement Slow Food Cheese en Italie, tenant ainsi sa première conférence publique d'information sur l'état d'avancement de ses activités à Bra près de Turin le 20 Septembre.

Le projet "Agro-clusters locaux pour des produits laitiers méditerranéens typiques et innovants" (LACTIMED) est financé dans le cadre du programme de coopération transfrontalière en Méditerranée (CTMED). La conférence est organisée dans le cadre de la manifestation internationale Cheese 2013 (Bra, 20-23 septembre) et portera sur le thème: "Protéger et valoriser les saveurs méditerranéennes".

En s'appuyant sur les résultats des diagnostics locaux et de l'analyse des opportunités de débouchés sur les marchés nationaux et internationaux, les intervenants aborderont les grands défis auxquels doivent faire face les acteurs des filières laitières d'Alexandrie (Egypte), de la Bekaa (Liban), de Bizerte (Tunisie), de Sicile (Italie) et de Thessalie (Grèce). Les participants auront également l'opportunité de rencontrer des fromagers et structures locales d'appui, qui présenteront leurs produits, les spécificités de leur territoire et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

"Cheese" est une manifestation organisée par la Ville de Bra et Slow Food, avec le soutien du Ministère italien des Politiques agricoles, alimentaires et forestières, dans le but de mettre en valeur des centaines de produits fromagers et laitiers provenant du monde entier. L'évènement rassemble tous les deux ans des milliers de visiteurs, fromagers et artisans autour de marchés de rue, laboratoires de dégustation, démonstrations de cuisine, conférences et activités éducatives dédiés aux fromages de qualité.

Le projet LACTIMED vise à renforcer la production et la distribution de produits laitiers traditionnels à travers l'organisation des industries locales, le soutien aux producteurs laitiers et la promotion de leurs produits sur les marchés locaux et internationaux. Pour atteindre ces objectifs, un réseau méditerranéen sera créé pour augmenter la valeur commerciale de ces produits, afin de favoriser l'intégration des chaînes de valeur locales ainsi que de renforcer la production et la promotion sur les marchés nationaux et internationaux.

Le **programme IEVP CT « Bassin Maritime Méditerranée 2007-2013 »** est un programme de coopération transfrontalière multilatérale cofinancé par l'Union européenne au titre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Il vise à renforcer la coopération entre l'UE et les pays partenaires situés le long des rives de la mer Méditerranée.

Source : http://www.enpi-info.eu/main.php?id=34401&id_type=1&lang_id=469

	<i>Web</i>
	<i>29, November 2013</i>

Valorizzare i prodotti lattiero caseari del Mediterraneo, il convegno sul progetto LACTIMED a Palermo

Dopo la prima tappa informativa al Cheese di Bra, a Palermo si terrà il secondo convegno sul progetto LACTIMED "Valorizzare i prodotti lattiero caseari del Mediterraneo".

LACTIMED è il programma di valorizzazione e tutela dei prodotti tradizionali finanziato dal programma europeo di cooperazione transfrontaliera nel Mediterraneo e coinvolge Tunisia, Egitto, Libano, Grecia e l'Italia, limitatamente alla sola regione Sicilia.

Nell'aula Magna della Facoltà di Agraria dell'Università di Palermo, alle 14,30. verranno illustrati i dati relativi alla ricerca sui consumi nazionali dei prodotti lattiero caseari condotta da Aster della Regione Emilia Romagna. Si mostreranno anche le analisi svolte sulla filiera produttiva siciliana e quanto emerso da un sondaggio condotto da Slow Food sui consumi dei formaggi siciliani condotto da esperti caseari e giornalisti di settore. Occasione per esperti del settore, del trade e per i produttori di approfondire le strategie per la promozione di questo patrimonio e la sua distribuzione nei mercati.

Parteciperanno all'incontro Mahjouba Zaiter (Pole de Competitivité di Biserta, Tunisia) di Selma Tozanli e Hamid Bencharif dell'Istituto Agronomico di Montpellier, Aurélien Baudoin, ANIMA Investment Network; Paola Vecchia, CRPA (Centro Ricerche Produzioni Animali) di Reggio Emilia; Lucio Rossetto, Amministratore Delegato Ipercoop Sicilia; Massimo Todaro, Presidente del Consorzio della Vastedda della Valle del Belice Dop e del Consorzio Pecorino siciliano Dop; Salvatore Gurrieri, Trazzere del Gusto, selezionatore e commercializzatore di prodotti tipici di qualità; Raffaella Ponzio, Slow Food.

Source : <http://www.cronachedigusto.it/archiviodal-05042011/331-lincontro/12180-valorizzare-i-prodotti-lattiero-caseari-del-mediterraneo-il-convegno-sul-progetto-lactimed-a-palermo.html>

Métiers Verts en Tunisie	

Kamel Mabrouki

Kamel Mabrouki est diplômé de l'Ecole Supérieure des Ingénieurs d'Équipement rural de Medjez El Bab – Tunisie et de l'Institut Technique de Banques de Paris. Il est cadre supérieur employé dans une institution financière, au grade de Directeur, chargé des crédits agricoles au sein de la Banque Nationale agricole – Direction Régionale de Bizerte – Tunisie. Ayant acquis de l'expérience dans le domaine des techniques bancaires et de Gestion d'agence bancaire, ainsi qu'en ingénierie financière grâce aux missions réalisées dans le cadre de son travail : au sein du bureau d'études Société Tunisienne d'Études Techniques et économiques (SOTUETEC) et ensuite au sein de l'ex- Banque Nationale de Développement agricole (BNDA), il est actuellement représentant de la BNA & Partenaire associé du projet LACTIMED (financé par le programme IEPV CT MED et coordonné par ANIMA Investment Network). Il œuvre également à l'élaboration des études sectorielles dans le domaine agricole, agro-alimentaire des PME et des services qui lui sont rattachés. Il participe à la formation, suivi et assistance des promoteurs en matière de création et de financement des projets privés dans le cadre de sa participation et / ou organisation de divers séminaires intra et/ou extra professionnels dans les domaines économiques, financiers et incitation à l'investissement privé. C'est également un membre actif dans le domaine associatif.

<http://www.iamm.fr/iamm/Actualites/Prochain-Seminaire-LACTIMED-les-9-et-10-octobre-2013-Bizerte-Tunisie>

 <p>CIHEAM IAM MONTPELLIER</p>		<i>Web</i>
		<i>29 November, 2013</i>

LACTIMED formaggi sicilia



Source : <http://www.youtube.com/watch?v=aNg2r3RlywA>